

LIGNE MINIÈRE EST, QUAI PHOSPHATIER,
MINE DE ZINC ET DE PLOMB D'AMIZOUR ...

Tebboune veille sur l'avancement des mégaprojets

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé jeudi une réunion de travail consacrée à l'état d'avancement de plusieurs mégaprojets stratégiques, confirmant une nouvelle fois la place centrale qu'occupent les infrastructures structurantes dans la vision économique du chef de l'État. Cette rencontre a permis de faire le point sur plusieurs chantiers d'envergure, notamment la ligne minière Est, la mine de phosphate et ses unités de transformation, ainsi que le projet d'extraction de zinc à Oued Amizour. Ce dernier devrait entrer en phase d'exploitation effective d'ici la fin du mois de mars. P 3



MOBILE WORLD
CONGRESS DE
BARCELONE

**L'Algérie plaide pour
une gouvernance
responsable de l'IA**

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a pris part à une rencontre internationale de haut niveau consacrée à la gouvernance de l'intelligence artificielle, organisée en marge du Mobile World Congress à Barcelone, a indiqué le ministère dans un communiqué.

P 2

SOUTH2 CORRIDOR

**Les partenaires du
projet bientôt réunis
à Alger**

L'Algérie poursuit ses efforts pour renforcer son rôle dans la transition énergétique régionale et internationale. Dans cette dynamique, une rencontre de coordination consacrée au projet South2 Corridor, dédié au transport de l'hydrogène vert produit en Algérie vers l'Europe, devrait se tenir prochainement à Alger.

P 5

EXPORTATIONS HORS
HYDROCARBURES

**Lancement de quatre
opérations depuis
Tlemcen**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a supervisé, jeudi à Tlemcen, le lancement de quatre opérations d'exportation de produits industriels vers plusieurs pays. Ces opérations concernent l'exportation de 17 tonnes de papier par l'entreprise "Miga Warak" de Tlemcen vers la Tunisie, 21 tonnes de fibres plastiques par l'usine algérienne de fibres de polyester de Tlemcen vers l'Égypte, ainsi que 75 tonnes de produits dérivés du caroubier par l'entreprise Boubelzena pour les produits du caroubier, destinées à la Thaïlande, au Vietnam et au Guatemala.

P 5

FORMATION À DISTANCE DANS LE
DOMAINE DE L'ENTREPRENEURIAT

**NESDA lance une
plateforme numérique
«CDE Online»** P 2

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION DANS L'INVESTISSEMENT

**L'AAPI et la HATPLC signent
une convention de
coopération** P 3

PROMOTION DES EXPORTATIONS
DES PRODUITS AGRICOLES

**Signature
d'une convention entre
la CNMA et l'ANEXAL** P 5

CÂBLE SOUS-MARIN
"MEDUSA"

Le ministre Zerrouki
inspecte à Barcelone
l'état d'avancement
du projet

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a effectué une visite au centre d'atterrissage du câble sous-marin "Medusa" à Barcelone (Espagne), indique, jeudi, un communiqué du ministère. Lors de cette visite, effectuée en marge de sa participation au Congrès mondial de la téléphonie mobile, le ministre s'est enquis des préparatifs en cours en prévision de la mise en service du câble sous-marin, prévue au début de l'année prochaine, compte tenu de son importance dans le renforcement des infrastructures de télécommunications et de la connectivité internationale, précise la même source. Le centre d'atterrissage du câble joue un rôle stratégique dans le système des télécommunications, constituant «une passerelle reliant l'Algérie à l'Europe et contribuant à l'augmentation de la capacité internet et à l'amélioration de la qualité des communications internationales. Il permettra également de diversifier les itinéraires des câbles sous-marins, tout en soutenant le développement des services de 5G et le renforcement de la souveraineté numérique et des infrastructures technologiques», souligne le communiqué. M. Zerrouki avait présidé le lancement du projet "Medusa" depuis le port d'Alger en octobre 2025. Ce câble reliera l'Algérie à travers deux points d'atterrissage situés à Alger et dans la ville de Collo, permettant ainsi de renforcer la capacité internet et de sécuriser la connectivité internationale du pays.

R. E.

MOBILE WORLD CONGRESS DE BARCELONE

L'Algérie plaide pour une gouvernance responsable de l'IA

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a pris part à une rencontre internationale de haut niveau consacrée à la gouvernance de l'intelligence artificielle, organisée en marge du Mobile World Congress à Barcelone, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Par Z. R.

Cette session, initiée par le United Nations Development Programme (PNUD) et la GSMA, a réuni plusieurs responsables et experts afin d'examiner le rôle de la gouvernance de l'IA dans le développement du secteur des télécommunications.

Dans son intervention, le ministre a insisté sur la dimension institutionnelle de l'intelligence artificielle, estimant que la mise en place de mécanismes de gouvernance adaptés constitue un levier déterminant pour transformer cette technologie

en moteur de croissance économique et d'inclusion numérique. Il a, à cette occasion, mis en avant les efforts engagés par l'Algérie pour consolider son positionnement en tant que hub technologique régional. Le pays ambitionne ainsi de renforcer son rôle de passerelle numérique entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe. Cette stratégie repose notamment sur des investissements importants dans les infrastructures de télécommunications, le déploiement progressif des réseaux de nouvelle génération, notamment la 5G, ainsi que sur la mise en place d'un écosystème

national dédié à l'intelligence artificielle. Le ministre a également rappelé le lancement de la stratégie nationale de cybersécurité pour les cinq prochaines années, une initiative visant à renforcer la protection de l'espace numérique national et à accompagner la transformation digitale. Au terme de son intervention, M. Zerrouki a souligné que l'instauration d'un climat de confiance et l'adoption de cadres de gouvernance clairs pour l'intelligence artificielle sont indispensables pour encourager l'innovation et garantir que cette technologie contribue pleinement au développement économique et social.

TRANSPORT URBAIN / FÉDÉRATION NATIONALE DES TAXIS

Des ateliers de travail pour réorganiser l'activité

La Fédération nationale des taxis, affiliée à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), a annoncé le lancement prochain d'une série d'ateliers de travail consacrés à l'examen des préoccupations des professionnels du secteur des taxis et à l'amélioration de l'organisation de cette activité à l'échelle nationale. Selon un communiqué de la fédération, cette initiative intervient dans le cadre des efforts visant à répondre aux doléances des chauffeurs de taxi et à donner

suite aux propositions soumises aux pouvoirs publics par les organisations syndicales représentant la profession. La première réunion de ces ateliers est prévue pour le mardi 10 mars, précise la Fédération. Elle sera principalement consacrée à l'étude des propositions relatives à la révision du décret exécutif n°12-230 du 24 mai 2012, qui régit l'activité des taxis en Algérie. L'objectif est d'actualiser ce cadre réglementaire à travers une approche participative associant les partenaires sociaux, afin de l'adapter aux évolutions

de la profession et aux défis actuels du secteur. La fédération a salué cette démarche, estimant qu'elle constitue un signal positif quant à la volonté des autorités publiques d'instaurer un dialogue constructif avec les représentants des professionnels. Elle souligne que cette concertation pourrait permettre d'aboutir à des solutions concrètes pour améliorer les conditions d'exercice de la profession et renforcer la qualité des services offerts aux usagers. Par ailleurs, la fédération indique que les discussions se

poursuivront dans le cadre de plusieurs ateliers thématiques afin d'examiner l'ensemble des préoccupations des chauffeurs de taxi et d'ouvrir la voie à des réformes structurelles susceptibles de garantir la stabilité et le développement du secteur. Elle appelle, enfin, les professionnels à faire preuve de responsabilité et à s'impliquer activement dans cette dynamique de concertation visant à moderniser et mieux organiser ce secteur essentiel du transport urbain.

Synthèse R. E.

FORMATION À DISTANCE DANS LE DOMAINE DE L'ENTREPRENEURIAT

NESDA lance une plateforme numérique «CDE Online»

Par Z. R.

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a annoncé, avant-hier à Alger, le lancement officiel de la plateforme numérique «CDE Online», dédiée à la formation à distance dans le domaine de l'entrepreneuriat. Cette initiative a été dévoilée à l'occasion de la participation de l'agence à la troisième édition du Forum national de l'emploi et de l'entrepreneuriat, organisée à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger par le Conseil supérieur de la jeunesse. Selon un communiqué de l'agence, cette nouvelle plateforme numérique s'inscrit dans le cadre de la stratégie visant à généraliser la culture entrepreneuriale et à renforcer les mécanismes d'accompa-

gnement au profit des porteurs de projets. Elle cible notamment les jeunes des wilayas ne disposant pas de centres de développement de l'entrepreneuriat en présentiel, mais également les membres de la diaspora algérienne, les salariés souhaitant lancer leurs propres entreprises, ainsi que les professionnels indépendants et les personnes à besoins spécifiques. La plateforme «CDE Online» se veut un espace numérique intégré destiné à accompagner les porteurs d'idées depuis la phase de conception jusqu'à la concrétisation d'un projet finançable. Le programme de formation proposé s'étend sur 30 heures et aborde plusieurs axes essentiels, notamment les fondamentaux de l'entrepreneuriat et la planification stratégique, la gestion opéra-

tionnelle et des ressources, les procédures de création d'entreprise et le cadre juridique, l'ingénierie financière et la modélisation de projets, ainsi que la digitalisation et le marketing numérique. Reposant sur une approche pédagogique moderne, la formation comprend des vidéos explicatives, des supports téléchargeables, des tests d'évaluation à la fin de chaque module et un examen final sanctionné par l'obtention d'une attestation de réussite pour les participants ayant validé l'ensemble du parcours. En effet, la mise en place de cette plateforme constitue également une solution pratique pour les porteurs de projets résidant dans des régions éloignées ou dans l'impossibilité de suivre des formations en présentiel, traduisant ainsi l'engagement de l'agence en faveur de l'égalité des chances et de l'élargissement de

l'accès aux dispositifs d'accompagnement. Pour le directeur général de l'agence, Bilal Achacha, le lancement de «CDE Online» représente «une étape qualitative dans le processus de numérisation des services de l'agence et de renforcement des mécanismes d'accompagnement à distance». Il a ajouté que cette initiative vise à permettre aux jeunes et aux porteurs de projets, en Algérie comme à l'étranger, d'acquérir les compétences nécessaires pour créer des entreprises viables et durables, contribuant ainsi à la création de richesses, à la génération d'emplois et au soutien de l'économie nationale. L'agence invite enfin l'ensemble des personnes intéressées par ce programme à s'inscrire via le site internet dédié à la plateforme.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LIGNE MINIÈRE EST, QUAI PHOSPHATIER,
MINE DE ZINC ET DE PLOMB D’AMIZOUR ...

Tebboune veille sur l’avancement des mégaprojets

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé jeudi une réunion de travail consacrée à l’état d’avancement de plusieurs mégaprojets stratégiques, confirmant une nouvelle fois la place centrale qu’occupent les infrastructures structurantes dans la vision économique du chef de l’État. Cette rencontre a permis de faire le point sur plusieurs chantiers d’envergure, notamment la ligne minière Est, la mine de phosphate et ses unités de transformation, ainsi que le projet d’extraction de zinc à Oued Amizour. Ce dernier devrait entrer en phase d’exploitation effective d’ici la fin du mois de mars.

Par Réda Hadi

La réunion a également abordé l’avancement de deux autres projets majeurs : la Route Transsaharienne et la future ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset. Autant de réalisations considérées comme des leviers essentiels pour renforcer l’intégration territoriale, soutenir la diversification économique et renforcer le positionnement régional de l’Algérie. Depuis son arrivée à la magistrature suprême en 2019, le président Tebboune a fait des projets structurants l’un des piliers de sa politique de relance économique. L’objectif est clair : doter le pays d’infrastructures capables de soutenir une économie productive, réduire la dépendance aux hydrocarbures et valoriser les immenses ressources naturelles du territoire. Dans cette perspective, le développement du secteur minier figure parmi les priorités. L’Algérie dispose en effet d’importantes réserves de ressources minérales encore peu exploitées. Le lancement de grands complexes industriels autour de ces richesses constitue donc un enjeu stratégique pour générer de nouvelles sources de revenus et créer des milliers d’emplois. La ligne minière Est, par exemple, représente un projet d’envergure destiné à faciliter l’acheminement des ressources minières depuis les régions d’extraction vers les zones industrielles et les ports d’exportation. Elle constitue un maillon essentiel dans la stratégie de valorisation du phosphate, l’un des minerais les plus prometteurs du pays. Le projet intégré de la mine de phosphate et de ses unités industrielles vise à transformer localement cette ressource afin de produire des engrais et d’autres produits dérivés destinés à l’exportation. Cette approche s’inscrit dans une logique de création de valeur ajoutée nationale plutôt que de sim-

ple exportation de matières premières. L’Algérie possède en effet d’importants gisements de phosphate dans l’est du pays. Leur exploitation industrielle pourrait positionner le pays parmi les acteurs importants du marché mondial des fertilisants, un secteur stratégique dans un contexte marqué par la croissance démographique mondiale et les défis liés à la sécurité alimentaire. Selon les experts, ce complexe pourrait générer des milliards de dollars de revenus à moyen terme et contribuer à la diversification des exportations hors hydrocarbures, objectif central de la politique économique nationale. Autre projet stratégique évoqué lors de la réunion présidentielle : l’exploitation du gisement de zinc de Oued Amizour. Ce projet est considéré comme l’un des plus importants projets miniers en développement en Algérie. Le zinc est un métal largement utilisé dans l’industrie, notamment dans la galvanisation de l’acier, la fabrication de batteries et de nombreux produits industriels. Son exploitation pourrait contribuer à alimenter les industries locales tout en ouvrant de nouvelles perspectives d’exportation. Au-delà de la dimension économique, ce projet devrait également générer un impact significatif en matière de développement régional, notamment dans la wilaya de Béjaïa et les régions avoisinantes, à travers la création d’emplois et la dynamisation de l’activité économique locale.

La Transsaharienne, un corridor stratégique africain

La réunion a également permis d’examiner l’état d’avancement de la Route Transsaharienne, un projet continental majeur reliant l’Algérie à plusieurs pays d’Afrique subsaharienne. Cette infrastructure constitue un axe stratégique pour renforcer les échanges commerciaux entre l’Afrique du Nord et l’Afrique de l’Ouest. Elle s’ins-

crit dans la volonté de l’Algérie de jouer un rôle économique accru sur le continent africain, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La Transsaharienne pourrait ainsi devenir un véritable corridor logistique permettant d’acheminer les marchandises, les produits industriels et agricoles vers les marchés africains, ouvrant de nouvelles perspectives aux entreprises algériennes. Parmi les projets structurants examinés figure également la ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset. Cette infrastructure ferroviaire représente un chantier stratégique pour l’intégration du Grand Sud dans la dynamique de développement national. La réalisation de cette ligne permettra de faciliter le transport de marchandises et de passagers sur de longues distances, tout en soutenant l’exploitation des ressources naturelles du sud du pays. Elle devrait également contribuer à stimuler l’investissement, encourager le développement touristique et améliorer la connectivité entre les différentes régions du territoire. À travers cette réunion de suivi, le président Tebboune réaffirme l’importance d’un suivi rigoureux des grands projets afin d’éviter les retards et d’assurer leur concrétisation dans les délais fixés. L’accélération des chantiers structurants constitue en effet une priorité pour soutenir la croissance économique et répondre aux attentes des citoyens. Ces projets ne représentent pas seulement des investissements d’infrastructure. Ils incarnent également une vision stratégique visant à préparer l’économie algérienne aux défis de demain. En misant sur le développement minier, les infrastructures de transport et les corridors économiques africains, l’Algérie cherche à construire les bases d’un modèle économique plus diversifié et plus résilient.

LIGNE FERROVIÈRE LAGHOuat-GHARDAÏA-EL MENIA Réunion interministérielle pour arrêter les procédures de réalisation

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui, a présidé, mercredi à Alger, une réunion de la haute commission interministérielle chargée du suivi des procédures de financement et de réalisation du projet de la ligne ferroviaire reliant Laghouat, Ghardaïa et El Meniaa, sur une distance de 495 km, indique un communiqué du ministère. S’inscrivant dans le cadre du suivi proactif de ce projet, financé par la Banque africaine de développement (BAD), cette réunion a été consacrée à l’examen et à la mise au point des différentes procédures administratives, techniques et financières requises pour garantir le lancement effectif des travaux, précise la même source. Ont pris part à cette rencontre, les membres de la commission représentant les secteurs des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de l’Industrie, de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, de l’Energie et des Energies renouvelables, ainsi que le secteur de l’Hydraulique. Les discussions ont porté sur la régularisation des situations foncières et la levée de l’ensemble des contraintes et difficultés sur le terrain, avec un accent particulier sur l’accélération du rythme de coordination entre les différents intervenants afin de respecter les délais fixés pour la concrétisation de ce projet stratégique.

APS

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS L'INVESTISSEMENT

L’AAPI et la HATPLC signent une convention de coopération

Une convention de coopération a été signée, avant-hier à Alger, entre l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) et la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), visant à renforcer la coordination entre les deux parties afin d’ancrer les principes de transparence et d’intégrité dans le domaine de l’investissement et de contribuer ainsi à la consolidation de la confiance entre l’administration et les investisseurs. La convention a été signée par le Directeur général de l’AAPI, M. Omar Rekkache, et la présidente de la HATPLC, Mme Salima Mousserati, en marge d’une Journée d’information organisée par les deux instances autour des mécanismes de mise en œuvre de la Stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption dans le domaine de l’investissement, en présence de représentants d’institutions, d’administrations publiques et d’organisations patronales. En effet, cette coopération vise à mettre en place un cadre structuré et durable à même de renforcer la coordination en matière de transparence, d’intégrité et de redevabilité dans l’écosystème de l’investissement, tout en soutenant les mécanismes de prévention de la corruption conformément aux normes de bonne gouvernance. La convention prévoit aussi l’échange d’expertises entre les deux parties, le développe-

ment d’outils de suivi et d’évaluation et la consécration d’un modèle de coopération institutionnelle contribuant à améliorer l’efficacité des politiques publiques dans le domaine de la transparence et de la lutte contre la corruption, selon les explications fournies lors de l’événement. En vertu de cette convention, la HATPLC accompagnera également l’AAPI dans la mise en œuvre des normes de conformité et l’application des indicateurs d’évaluation adoptés, ce qui contribuera à promouvoir la culture de l’intégrité et à élargir le champ des mécanismes de prévention au sein des établissements publics à portée économique et stratégique. A cette occasion, M. Rekkache a indiqué que cette coopération intervient dans la mesure où «l’amélioration du climat d’investissement passe par l’ancrage de la culture de l’intégrité et la moralisation de la pratique administrative», soulignant que «la transparence dans les procédures, la clarté des critères et l’égalité de traitement entre les investisseurs constituent des éléments essentiels pour instaurer la confiance, renforcer la crédibilité de l’administration et améliorer le climat d’investissement». Dans ce cadre, il a rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait de l’amélioration du climat des affaires l’une des priorités de son programme de réformes, à travers le renforcement de la confiance des investisseurs grâce à des ga-

ranties institutionnelles, dont la création de la Haute commission nationale des recours liés à l’investissement et l’adoption de la plateforme numérique de l’investisseur comme mécanisme transparent pour le traitement des demandes de foncier économique, qui constituait auparavant une source de spéculation. Il a également évoqué les mécanismes numériques adoptés par l’Agence pour l’étude des projets via son site électronique, garantissant l’octroi de la priorité aux projets les plus viables, notamment la bourse de partenariat, l’espace d’expression des intentions, l’espace de dépôt des requêtes et l’espace de signalement des infractions, soulignant que le développement de la numérisation se poursuit de même que le renforcement du suivi des procédures afin de garantir l’égalité des chances entre les investisseurs.

Une charte de déontologie professionnelle en préparation

Dans le cadre du renforcement de l’approche de transparence, M. Rekkache a annoncé le lancement de l’élaboration d’une charte de déontologie professionnelle destinée aux employés de l’AAPI et aux représentants des administrations et organismes publics accrédités au niveau du guichet unique, et ce, en coordination avec la HATPLC. Cette charte vise à établir un référent clair

des pratiques professionnelles dans le domaine de l’investissement, à travers la définition des principes devant encadrer la relation entre l’administration et l’investisseur, à leur tête la probité dans l’exercice des missions, la transparence dans le traitement des dossiers, l’équité dans le traitement, l’impartialité et l’objectivité dans la prise de décision, la prévention des conflits d’intérêts, l’engagement en faveur de la qualité du service public et le respect des délais. De son côté, Mme Mousserati a affirmé que cette coopération constitue un cadre de référence pour le développement des mécanismes de coordination et de complémentarité entre les deux institutions, notamment en matière de renforcement des capacités des agents publics dans le domaine de la prévention et de lutte contre la corruption, à travers des programmes de formation et de sensibilisation spécialisés appuyant la conformité et consacrant la culture de la responsabilité. Cette coopération permettra à l’AAPI, dans la limite de ses prérogatives, de «jouer un rôle actif dans le renforcement des principes de transparence, de probité et de redevabilité dans l’écosystème de l’investissement, au service des objectifs de la Stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, adoptée officiellement en 2023, notamment ses axes en lien avec le secteur économique», a-t-elle expliqué.

Synthèse R.E.

TRANSPORT PUBLIC
Ouverture d’une nouvelle ligne reliant les wilayas d’Alger et de Tipasa

Le ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé, jeudi dans un communiqué, l’ouverture d’une nouvelle ligne de transport de voyageurs reliant les wilayas d’Alger et de Tipasa, dans le cadre de l’amélioration des conditions de déplacement des citoyens et du renforcement du réseau de transport public, notamment inter-wilayas. Cette mesure intervient en application des instructions du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, visant à renforcer la liaison entre les wilayas limitrophes et à rapprocher les services publics des citoyens, a précisé la même source. La ligne a été mise en service jeudi matin et relie la station Tafourah (Alger centre) à la gare routière de Tipasa, a ajouté la même source, soulignant que cette mesure s’inscrit dans le cadre du renforcement du réseau de transport public et de l’amélioration des conditions de déplacement des citoyens, notamment entre les wilayas caractérisées par une forte proximité géographique et une intense mobilité quotidienne. Elle contribuera ainsi à faciliter les déplacements quotidiens et à renforcer l’intégration entre les pôles urbains, selon le communiqué.

APS

GUELMA

Plus de 44 kg de kif traité saisis à Bouchegouf

Les éléments de la sûreté de daïra de Bouchegouf (Guelma) ont saisi 44,80 kg de kif traité sur le territoire de la commune éponyme et arrêté deux suspects, a appris l’APS, jeudi, auprès du bureau d’information de la sûreté de wilaya. La même source a précisé que cette "importante quantité" de kif a été saisie à l’issue d’une opération conjointe menée par la brigade de police judiciaire et la brigade de sécurité publique, relevant de la sûreté de daïra, et qui a conduit à l’interception d’un véhicule de tourisme au niveau d’un barrage fixe dressé à l’entrée de la ville de Bouchegouf, et à l’interpellation de deux individus.

La fouille du véhicule en question a permis la découverte de 441 plaquettes de kif totalisant le poids indiqué, soigneusement dissimulées à l’intérieur de la voiture, a-t-on ajouté. Les deux suspects ont été déférés, après finalisation des formalités légales d’usage, devant les autorités judiciaires compétentes pour plusieurs chefs d’accusations, dont "importation illicite de drogue, possession, transport, stockage et commercialisation illicite de produits stupéfiants ainsi que blanchiment d’argent dans le cadre d’un groupe criminel organisé".

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	pér	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

DOTÉE D’UN INCUBATEUR D’AFFAIRES ET D’UNE MAISON D’ENTREPRENEURIAT

L’Université d’Alger 1 «avance résolument vers l’université de 4^e génération»

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a effectué, jeudi, une visite de travail et d’inspection à l’Université d’Alger 1 Benyoucef-Benkhedda, au cours de laquelle il a inauguré un incubateur d’affaires et une maison d’entrepreneuriat. Lors d’une rencontre avec différents acteurs de l’Université d’Alger 1, M. Baddari a souligné que l’université algérienne constitue désormais «une valeur ajoutée pour l’économie innovante et numérique, vu son rôle important dans la création de richesses», et ce en concrétisation de la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la période 2024-2029, en matière de renforcement du rôle économique de l’université.

L’Université d’Alger 1 «avance résolument vers l’université de 4^e génération, en permettant notamment aux étudiants de concrétiser leurs idées créatives, à travers la création de start-up et l’obtention de brevets d’invention pouvant être investis», a-t-il ajouté. A ce titre, cette université recense «sept labels pour des entreprises ou des projets innovants, 27 micro-entreprises économiques et trois filiales économique», a fait savoir le ministre. A cette occasion, le ministre a procédé à l’inauguration d’un incubateur d’affaires et d’une maison d’entrepreneuriat de l’université, destinés à soutenir les étudiants et les chercheurs porteurs d’idées innovantes et à les aider à les transformer en projets entrepreneuriaux ou en start-up, et ce à travers le

renforcement de l’innovation et de l’entrepreneuriat et la création de la valeur économique au sein de l’université et en dehors. Une salle intelligente destinée aux enseignants a également été inaugurée par le ministre. Dans le cadre du soutien aux processus d’innovation et d’entrepreneuriat, l’Université d’Alger 1 a signé six conventions avec des établissements économiques, académiques et bancaires. Cette démarche vise à faciliter les stages pratiques des étudiants, à encadrer et à accompagner les start-up et à appuyer les porteurs d’idées et de projets universitaires et les micro-entreprises, en prodiguant des conseils et des formations.

R E.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Organisation des salons “journées des métiers” tout au long du mois de Ramadhan

lons +journées des métiers+, en tant qu’étape d’orientation et de présentation des opportunités de formation et des métiers prometteurs», précise le communiqué. Ces salons visent à mettre en avant les différents modes et offres de formation disponibles, à faire connaître les spécialités nouvellement créées, et à renforcer l’ouverture des établissements de formation sur leur environnement socio-économique, à travers des espaces de communication directe entre encadreurs, stagiaires, partenaires économiques et porteurs de projets, consacrant ainsi une approche participative fondée sur une réponse effective aux besoins du développement local. Le ministère accorde une importance particulière aux spécialités prioritaires, à l’instar du bâtiment, de l’électricité, de la menuiserie, de la mécanique, et d’autres filières es-

sentielles, au vu de leur rôle central dans le soutien à la dynamique économique et la satisfaction de la demande croissante sur le marché de l’emploi, souligne le communiqué. Le programme de ces salons prévoit des démonstrations pratiques et des explications sur le terrain mettant en avant les opportunités d’insertion professionnelle et les perspectives de l’entrepreneuriat dans ces domaines. Cette initiative traduit l’engagement du secteur à promouvoir l’image de la formation professionnelle en tant que choix stratégique efficace, renforçant la culture du travail et de la production, et ouvrant des perspectives professionnelles claires et durables au profit des jeunes, conclut le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 مارس 2026 الموافق لـ 14 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Mars 2026 (14 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	56	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	86	99	73	الطماطم	
	Oignon sec	77	84	69	البصل الجاف	
	Ail sec	978	1070	887	الثوم الجاف	
	Carotte	96	108	85	الجزر	
	Navet	107	118	96	اللفت	
	Choux fleur	126	141	111	قرنبيط	
	Choux	98	109	86	الكرنب	
	Courgette	125	139	111	الكوسة	
	Haricot vert	509	543	476	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	210	228	192	الخس	
Fruits frais	Mandarine	214	250	178	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	169	205	133	البرتقال	
	Citron	151	173	130	الليمون	
	Pomme locale	411	493	330	التفاح المحلي	
	Datte	511	646	376	التمر	
	Banane	494	519	468	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1952	2095	1809	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	412	426	398	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

SOUTH2 CORRIDOR

Les partenaires du projet bientôt réunis à Alger

L'Algérie poursuit ses efforts pour renforcer son rôle dans la transition énergétique régionale et internationale. Dans cette dynamique, une rencontre de coordination consacrée au projet SouthH2 Corridor, dédié au transport de l'hydrogène vert produit en Algérie vers l'Europe, devrait se tenir prochainement à Alger.

Par Selma R.

L'annonce a été faite jeudi par le directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Khalil Hedna, lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale. Selon lui, cette réunion constituera une étape importante dans la concrétisation de ce projet stratégique. « Cette rencontre, qui se tiendra à Alger à l'initiative du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, permettra de réunir l'ensemble des parties prenantes afin de discuter des mécanismes concrets de mise en œuvre du projet », a expliqué le responsable. Le projet SouthH2 Corridor vise à créer un corridor énergétique permettant l'acheminement de l'hydrogène vert produit en Algérie vers plusieurs marchés européens. Les discussions prévues dans la capitale algérienne devraient rassembler les partenaires impliqués en Algérie ainsi qu'en Tunisie, en Italie, en Autriche et en Allemagne. Pour Khalil Hedna, cette initiative représente une avancée majeure pour la stratégie énergétique du pays. « Ce projet constitue un véritable saut qualitatif dans le domaine de l'énergie propre et de la coopération énergétique internationale », a-t-il souligné, rappelant que l'Algérie dispose d'atouts considérables pour devenir un fournisseur clé d'hydrogène vert.

Le corridor énergétique vise également à renforcer l'intégration régionale et à soutenir la transition énergétique en Europe et en Méditerranée. « L'objectif est de coordonner les efforts entre les différents partenaires pour accélérer la réalisation de cette infrastructure stratégique », a précisé le responsable. Dans ce contexte, le projet SouthH2 Corridor s'inscrit dans une stratégie plus large de coopération énergétique entre l'Algérie et l'Europe. Il vient notamment compléter le projet d'interconnexion électrique destiné à exporter vers l'Italie de l'électricité algérienne décarbonée. Les études relatives à ce projet avancent rapidement, selon Khalil Hedna. Elles sont pilotées par les groupes énergétiques algériens Sonelgaz et Sonatrach, en partenariat avec la société énergétique italienne Eni. Par ailleurs, l'Algérie poursuit également le développement de sa coopération énergétique avec les pays africains. Le groupe Sonelgaz prévoit ainsi de lancer de nouveaux projets de centrales électriques au Burkina Faso et au Mozambique. « Comme pour le projet actuellement en cours à Niamey, au Niger, Sonelgaz mettra son expertise à la disposition de ses partenaires africains, notamment à travers des programmes de formation spécialisée », a indiqué Khalil Hedna. Il a également évoqué la création d'un dépôt de matériel destiné à fournir des équipements et des

pièces de rechange produits localement pour soutenir ces projets.

1.480 MW entreront en service au cours de l'année 2026

Sur le plan national, les projets liés aux énergies renouvelables progressent également de manière significative. Le programme visant à développer 15.000 mégawatts d'énergie solaire à l'horizon 2035 avance « à pas sûrs », a affirmé le responsable. La première phase de ce programme, qui prévoit la construction de centrales photovoltaïques dans plusieurs wilayas pour une capacité totale de 3.200 MW, est déjà en cours de réalisation. « Plusieurs centrales entreront en service au cours de l'année 2026 pour une capacité totale de 1.480 MW », a précisé Khalil Hedna. Les travaux enregistrent des taux d'avancement importants dans plusieurs projets. La centrale de Tendla, dans la wilaya d'El Meghaier, a dépassé 93 % de réalisation, tandis que celle d'El Ghrous, dans la wilaya de Biskra, a atteint 86 %. D'autres installations avancent également à un rythme soutenu, notamment la centrale d'El Foulia dans la wilaya d'El Oued (76 %) et celle de Khenguet Sidi Nadji à Biskra (62 %). D'autres projets, notamment dans les wilayas de Ouled Djellal, Abadla (Béchar) et M'sila, affichent également une progression autour de 50 %.

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Tradifoot dévoile son usine stratégique avec Skechers au Salon Made in DZ TLEMCCEN

Par R. E.

Après avoir pris part du salon made in DZ à Alger, l'entreprise algérienne Tradifoot participe à l'Exposition des chaussures et du cuir, organisée sous le slogan : « De la substitution aux importations à l'exportation ». Cette exposition, prévue du 5 au 9 mars 2026 à Tlemcen, au complexe omnisports Abou Tachefine (Brea), est organisée sous le parrainage du Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations. Elle s'inscrit dans la stratégie nationale visant à encourager la production locale, renforcer l'implantation industrielle et promouvoir les exportations hors hydrocarbures. À cette occasion, Tradifoot, acteur majeur du marché algérien de la chaussure et distributeur officiel et exclusif de plusieurs marques internationales, présente son projet industriel structurant baptisé « Tradifoot Factory », développé en partenariat avec la marque internationale Skechers, spécialisée dans le footwear et le lifestyle. Implantée au niveau de la zone industrielle de Baba Ali (Alger), cette unité industrielle couvrira une superficie totale de 22 000 m², dont 18 000 m² bâtis. L'usine sera dotée de lignes de production et d'assemblage automatisées, d'ateliers spécialisés ainsi que d'infrastructures logistiques et techniques

conformes aux standards internationaux du partenaire industriel. Selon les responsables du projet, l'entrée en production est prévue pour l'année 2027, avec une capacité à moyen terme de 2 Millions paires de chaussures par an. La production sera destinée dans une première phase au marché national, avant une orientation vers l'exportation, notamment en direction des marchés africains et méditerranéens. Inscrit dans la dynamique nationale « Made in DZ », le projet vise le développement d'un savoir-faire local dans l'industrie de la chaussure de sport, le transfert de technologies ainsi que le renforcement des compétences nationales dans le domaine manufacturier. Le projet Tradifoot Factory devrait générer, à terme, près de 1 500 emplois directs et indirects et contribuer au développement du tissu industriel national, tout en intégrant des standards liés au développement durable, à la formation continue et à l'amélioration des conditions de travail. À travers sa participation au Salon Made in DZ de Tlemcen, Tradifoot réaffirme son engagement en faveur de la production nationale et de la valorisation du label « Made in Algeria », dans une perspective d'intégration progressive aux chaînes de valeur régionales et internationale.

Conformément à la stratégie nationale de promotion des exportations, le projet Tradifoot Factory s'inscrit dans une dynamique de substitution des importations par la production locale, visant à renforcer la compétitivité de l'industrie nationale et à créer des emplois qualifiés. Le projet Tradifoot Factory devrait générer, à terme, près de 1 500 emplois directs et indirects et contribuer au développement du tissu industriel national, tout en intégrant des standards liés au développement durable, à la formation continue et à l'amélioration des conditions de travail. À travers sa participation au Salon Made in DZ de Tlemcen, Tradifoot réaffirme son engagement en faveur de la production nationale et de la valorisation du label « Made in Algeria », dans une perspective d'intégration progressive aux chaînes de valeur régionales et internationale.

Conformément à la stratégie nationale de promotion des exportations, le projet Tradifoot Factory s'inscrit dans une dynamique de substitution des importations par la production locale, visant à renforcer la compétitivité de l'industrie nationale et à créer des emplois qualifiés. Le projet Tradifoot Factory devrait générer, à terme, près de 1 500 emplois directs et indirects et contribuer au développement du tissu industriel national, tout en intégrant des standards liés au développement durable, à la formation continue et à l'amélioration des conditions de travail. À travers sa participation au Salon Made in DZ de Tlemcen, Tradifoot réaffirme son engagement en faveur de la production nationale et de la valorisation du label « Made in Algeria », dans une perspective d'intégration progressive aux chaînes de valeur régionales et internationale.

R. E.

PROMOTION DES EXPORTATIONS DES PRODUITS AGRICOLES

Signature d'une convention entre la CNMA et l'ANEXAL

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL) ont signé une convention de partenariat stratégique visant à promouvoir l'exportation des produits agricoles et à accompagner les producteurs nationaux vers les marchés internationaux, a indiqué jeudi la CNMA dans un communiqué. Signée mercredi au siège de la CNMA, cette convention s'inscrit dans une démarche de soutien à la diversification économique, en faisant de l'agriculture et de l'agro-industrie des leviers de

création de valeur et de croissance, précise la même source. A travers cet accord, la CNMA entend encourager les agriculteurs à intégrer la dimension export dans leurs stratégies de développement, en élargissant leurs débouchés commerciaux et en améliorant les standards de production, notamment en matière de qualité, de traçabilité et de conformité aux exigences des marchés extérieurs. De son côté, l'ANEXAL mettra son expertise au service des producteurs et des opérateurs de l'agro-industrie pour les accompagner dans la compréhension des

mécanismes du commerce international, des procédures réglementaires et des opportunités offertes par les marchés cibles, selon le communiqué. La convention prévoit la mise en place d'un cadre structuré de collaboration réunissant producteurs agricoles, transformateurs et exportateurs, dans une logique de chaîne de valeur visant à organiser l'offre nationale et à renforcer sa compétitivité et sa durabilité sur les marchés internationaux. Dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord, un programme de rencontres et d'actions de sensibilisation sera

déployé tout au long de l'année 2026. Des sessions d'information régionales seront organisées afin d'initier les agriculteurs aux enjeux de l'exportation et de promouvoir l'ouverture vers les marchés extérieurs. Une rencontre nationale regroupant producteurs agricoles, opérateurs de l'agro-industrie et exportateurs est également prévue pour examiner les perspectives de développement des filières à fort potentiel exportateur et les conditions nécessaires à leur compétitivité, conclut le communiqué.

R. E.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES
Lancement de quatre opérations depuis Tlemcen

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a supervisé, jeudi à Tlemcen, le lancement de quatre opérations d'exportation de produits industriels vers plusieurs pays. Ces opérations concernent l'exportation de 17 tonnes de papier par l'entreprise "Miga Warak" de Tlemcen vers la Tunisie, 21 tonnes de fibres plastiques par l'usine algérienne de fibres de polyester de Tlemcen vers l'Égypte, ainsi que 75 tonnes de produits dérivés du caroubier par l'entreprise Boubelenza pour les produits du caroubier, destinées à la Thaïlande, au Vietnam et au Guatemala. Le ministre a également supervisé, par visioconférence, une autre opération portant sur l'exportation de six camions chargés d'équipements électroménagers par le représentant officiel de la société Samsung Algérie, depuis Sétif vers la Tunisie. Dans une déclaration à la presse, M. Kamel Rezig a précisé que tous les produits destinés à l'exportation sont des produits entièrement fabriqués localement, dans divers domaines tels que l'électronique, les produits alimentaires, le papier et les plastiques. Il a également salué la concurrence entre les wilayas dans le domaine des opérations d'exportation. Il a ajouté que l'objectif du ministère pour l'année 2026 est de relancer la dynamique des exportations, compte tenu de leurs effets positifs sur les opérateurs économiques et sur l'économie nationale. Lors de l'ouverture du Salon de la chaussure et du cuir, organisé à la salle omnisports Abdellah-Benmansour dans la commune de Tlemcen, par le ministère en coordination avec la Chambre de commerce et d'industrie "Tafna" de Tlemcen, et qui se poursuivra jusqu'au 9 mars, avec la participation d'environ 80 exposants (artisans et entreprises spécialisées dans la fabrication de chaussures et d'articles en cuir provenant de plusieurs wilayas), le ministre a souligné que les participants ont démontré la qualité et la maîtrise de leurs produits, reflétant ainsi les capacités et le potentiel de ce secteur. Il a également indiqué que l'exportation des produits industriels exige avant tout la garantie de la qualité, soulignant que l'industrie de la chaussure en Algérie s'oriente vers l'ouverture aux marchés mondiaux et à la concurrence internationale, grâce à la politique menée dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dont les résultats commencent à apparaître dans les secteurs de l'habillement et de la chaussure.

R. E.

OUM EL BOUAGHI
170 millions DA
pour des projets de
développement à
Ain Beida

Une enveloppe financière de 170 millions DA a été octroyée pour la réalisation de projets de développement dans la commune d'Ain Beida (26 km à l'est d'Oum El Bouaghi), a-t-on appris jeudi auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale, Fathi Hamlaoui. Le même élu a précisé à l'APS que cette enveloppe financière a été dégagée dans le cadre du programme d'appui au développement socio-économique des communes et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales de l'exercice 2026. Il s'agit de la réalisation de projets d'amélioration urbaine dans les cités "4e site", " Belle vue ", " Saïdi Djemoui ", " 80 logements " et " route de Meskiana ", a précisé M. Hamlaoui. Dans la partie Nord de la commune d'Ain Beida, un château d'eau (40 m3) et un bassin de décantation des eaux usées seront réalisés en plus d'un réseau d'assainissement à la cité " El Manar ", selon la même source. L'agglomération de " Bir Ouenasse " dans la même commune a bénéficié de nombre de projets portant, notamment sur la réalisation d'un réseau d'assainissement (partie Nord) et un réseau d'approvisionnement en eau potable, selon le même élu. Dans le même contexte, une enveloppe financière de 50 millions DA a été mobilisée du budget de la commune de 2026 pour la réalisation du projet d'aménagement urbain à la cité " Ibn Rochd ".

BLIDA

D'importants projets pour renforcer les infrastructures de base

La Direction des équipements publics de la wilaya de Blida s'attelle à la mise en œuvre d'un important programme de développement pour l'exercice 2026, visant à renforcer les infrastructures de base dans plusieurs secteurs vitaux, a-t-on appris mercredi auprès de cette instance.

Ce programme, qui couvre des opérations dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la sûreté nationale et des transports, vise à améliorer les infrastructures et le cadre de vie des citoyens, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Mokhtar Djamaï. Le secteur de l'éducation a bénéficié de la plus grande part du programme, avec 23 opérations portant sur la réalisation de nouveaux établissements scolaires, de classes d'extension et la création d'unités de dépistage et de suivi. Dix écoles primaires sont actuellement en

cours de réalisation, dont cinq (5) dans les nouvelles cités intégrées du pôle urbain d'El-Affroun, en sus de trois (3) Collèges d'enseignement moyen (CEM) dans le même pôle et de quatre (4) autres en phase d'étude. Deux (2) lycées y sont également en cours de réalisation et quatre (4) autres sont à l'étude. Le secteur de la santé a, pour sa part, bénéficié de trois (3) opérations, dont deux (2) en réalisation et une (1) à l'étude. Quatre (4) opérations ont été, en outre, allouées au secteur de la sécurité, réparties à parts égales entre la Sûreté nationale et la

Gendarmerie nationale. Le secteur des transports a bénéficié de deux (2) opérations, dont une (1) en cours de réalisation et une (1) autre à l'étude. Selon le responsable, la concrétisation de ces projets est de nature à contribuer à l'amélioration des conditions de scolarisation, de la prise en charge sanitaire, du renforcement de la couverture sécuritaire et de services de transport, soit de quoi répondre aux attentes des habitants et soutenir la dynamique de développement local de la wilaya.

APS

NOUVEAU PÔLE URBAIN BAZOUL À JIJEL

3 milliards DA pour la 2^e tranche de l'opération d'aménagement

Une enveloppe financière estimée à trois milliards DA a été octroyée au titre de l'année 2026 pour l'exécution de la deuxième tranche de l'opération d'aménagement du nouveau pôle urbain Bazoul dans la commune de Taher (Jijel), a-t-on appris mercredi auprès du directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction.

Dans une déclaration à l'APS, Madjid Imloul a indiqué que trois milliards DA ont été alloués au titre de l'année en cours pour la deuxième tranche de l'opération d'aménagement du nouveau pôle urbain Bazoul à Taher, en vue d'y domicilier plusieurs projets de logements et d'équipements publics. Cette nouvelle tranche, divisée en huit lots, portera sur l'ouver-

ture et l'aménagement de routes, la réalisation d'un château d'eau de 5.000 m3 et le raccordement aux divers réseaux de fibres optiques, d'eau potable, d'assainissement et d'électricité, notamment, a-t-il ajouté. Une enveloppe financière de 700 millions DA avait été consacrée en 2025 à la première tranche de l'opération d'aména-

gement de ce pôle urbain de 398 hectares, appelé à abriter 23.000 logements de diverses formules, 99 équipements publics et des structures sportives, à l'image de l'Ecole régionale de football dont la création à Jijel a été annoncée au cours de la récente visite du ministre des Sports, Walid Sadi, à la wilaya.

APS

BATNA

Lancement “prochain” de la réalisation de 223 classes d'extension et 65 cantines

Les travaux de réalisation de 223 classes d'extension et 65 cantines scolaires seront "prochainement" lancés dans la wilaya de Batna, a indiqué mercredi le wali, Riadh Benahmed. Dans une déclaration de presse au terme d'une visite aux communes d'Arris et de Batna, le chef de l'exécutif local a précisé que "les procédures administratives sont en voie de parachèvement pour ces projets inscrits pour 2026 au budget de wilaya et au Fonds de garantie et

de solidarité des collectivités locales". Il a ajouté que le secteur de l'éducation a également bénéficié en 2026, au titre du programme sectoriel centralisé, de plusieurs projets lancés portant, notamment, sur la réalisation de 22 écoles primaires, 17 collèges d'enseignement moyen (CEM), 3 lycées, 14 classes d'extension pour le moyen, nombre d'unités de santé scolaire, de dépistage et de suivi et des salles de sports. Certains de ces projets dont des cantines et

des salles d'extension seront réceptionnés l'année en cours et mis en exploitation au début de la rentrée scolaire 2026-2027, a indiqué le wali, ajoutant que les autres projets seront réceptionnés l'année prochaine. A Arris, le wali a inspecté les projets d'un lycée et un CEM à la cité Djana ainsi qu'un centre des impôts dont la réception est prévue au mois d'août prochain. Au chef-lieu de wilaya, le même responsable a visité à la cité Tamachiit, le chantier du projet "La résidence

de l'imam" du conseil "Souboul El khayrat" relevant de la direction des affaires religieuses et des wakfs, destinée aux cancéreux, et a donné des instructions pour le respect des normes techniques et des délais de réalisation. Il a écouté à l'occasion les préoccupations des citoyens et promis de les examiner en fonction des priorités et des moyens existants.

R R.

MARCHÉS DE PROXIMITÉ À BOUIRA

Disponibilité des produits alimentaires à des prix accessibles

Les marchés de proximité ouverts depuis le début du mois de Ramadhan à Bouira, enregistrent une disponibilité des produits alimentaires de large consommation, grâce à une série de mesures préventives et de contrôle prises pour assurer un approvisionnement régulier de ces espaces, selon la direction du

commerce. Au marché de proximité de la ville de Bouira, tous les produits, dont notamment les légumes, les fruits, les viandes, les œufs et d'autres denrées alimentaires, sont disponibles à des prix accessibles depuis le début du mois sacré. Chaque jour, des centaines de citoyens viennent s'approvisionner en produits néces-

saires durant le jeûne. "Les prix pratiqués sur ce marché, comme dans les autres marchés de proximité, sont accessibles et stables par rapport à ceux affichés dans les autres points de vente, et ce grâce au contrôle quotidien", a indiqué à l'APS le directeur du commerce, Farouk Hamdaoui. Des brigades mixtes composées de mem-

bres des services du commerce, des services agricoles et des services de sécurité, multiplient les sorties sur le terrain pour garantir la disponibilité des produits dans les 10 marchés de proximité ouverts depuis le premier jour du mois sacré, notamment à Lakhdarria, Ain Bessam, Bouira, M'Chedal-lah, Bechloul, Sour El Ghoulane,

Souk Lakhmis, et Kadiria. Ce travail de contrôle vise également à veiller au respect des normes d'hygiène sur ces marchés de proximité, ainsi que dans les restaurants de l'iftar qui accueillent notamment des jeûneurs en transit dans la wilaya, a encore expliqué M. Hamdaoui.

R.R.

EL-MENIAA

Projet de maintenance et de modernisation de 37 km de la RN-1

Le programme de renforcement et de modernisation de la RN-1 se poursuit dans la wilaya d'El-Meniaa avec le lancement, au titre de l'exercice 2026, de travaux sur un tronçon de 37 km, en vue de fluidifier et sécuriser la circulation, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des Travaux publics (DTP). L'opération, qui concerne le renforce-

ment de 20 km de cette route et la modernisation de 17 autres km, entre dans le cadre des efforts de modernisation du réseau routier et d'amélioration des conditions de circulation sur cet axe routier névralgique reliant le Nord et le Sud du pays, a affirmé le directeur des travaux publics, Lazhar Dadda Moussa. En parallèle, sont menées des opérations de maintenance des routes na-

tionales, pour y éliminer les points noirs relevés par les équipes techniques de la DTP et assurer la sécurité de leurs usagers, a-t-il ajouté. Les travaux sont ainsi en cours pour le renforcement et la maintenance de 87 km, dont 67 km ont été finalisés et soumis au contrôle de la qualité de réalisation par les cadres du laboratoire des travaux publics du Sud, pour s'assurer du respect des normes

techniques en vigueur. Ces programmes s'insèrent dans le cadre des efforts tendant à renforcer les infrastructures de base de la région et se mettre en adéquation avec les exigences du développement socio-économique, notamment avec la densité de circulation croissante enregistrée sur cet important axe routier.

TRUMP II, AN I

Derrière le stratège funambule, les contradictions de l’empire

Pour la seconde fois de son mandat, Donald Trump aura bombardé la République islamique d’Iran – après le Venezuela, le Yémen, le Nigéria, la Syrie et la Somalie. Si le candidat républicain a fait campagne en promettant de « mettre fin aux guerres sans fin », le président Trump flirte avec une rhétorique de « changement de régime » pour l’Iran – qui rappelle furieusement celle de George W. Bush pour l’Irak.

Tout en demeurant réticent à un engagement total de l’armée américaine. Au-delà du caractère imprévisible de Donald Trump, ses hésitations sur le cas iranien illustrent les contradictions d’une hégémonie américaine vacillante. Face au renforcement des BRICS et de leurs alliés, Donald Trump multiplie les mesures coercitives, militaires ou financières... rendues plus difficiles par une population fatiguée des aventures militaires. Depuis son retour à la maison blanche, Donald Trump multiplie les outrances et remet brutalement en cause les fondamentaux de l’hégémonie américaine. Au libre-échange est désormais préféré l’imposition erratique de taxes douanières, à la suprématie silencieuse la diplomatie de la canonnière tonitruante, à la préservation du « privilège exorbitant » du billet vert l’accumulation de pétrodollars. Cette modalité d’exercice du pouvoir, fondée sur l’emploi de la parole présidentielle comme instrument de rupture, tranche avec les anciennes nations européennes, assujetties à ses pesanteurs institutionnelles et à la mécanique délibérative défaillante de l’Union. Cet activisme politique semble provoquer un effet de sidération chez les oppositions – mais aussi séduire les tendances conservatrices françaises et européennes, qui observent avec délectation cette accélération des événements. Le cas du Mexique illustre l’échec le plus flagrant de la politique de relocalisation. Le déficit commercial avec le voisin du sud a crû de 10 % en un an pour atteindre le sommet de 197 milliards de dollars. Cette glorification de l’action politique brute, couplée à une esthétisation de la violence, engendre un récit triomphal. Mais il camoufle mal un recul certain – le consensus silencieux autour de l’hégémonie américaine est mort – et les contradictions dans lesquelles se trouvent empêtrés les Etats-Unis, conduits à employer la force de manière croissante.

Le retour du protectionnisme et ses limites

De retour sur la scène politique pour un second mandat en 2024, Donald Trump a fait du terme tarifs son nouveau dogme, le qualifiant de « plus beau mot de la langue anglaise ». Pour le 47e président américain, l’arme douanière constitue l’unique levier capable de corriger le déficit commercial de la première puissance mondiale. Le Liberation Day Act, signé le 2 avril 2025, a marqué l’acmé de cette stratégie : l’imposition d’une grille tarifaire agressive voire prohibitive, conçue comme un préalable à toute négociation et visant à instaurer une asymétrie douanière pérenne, au profit des États-Unis. La mise en scène tonitruante de cette offensive se heurte aujourd’hui à une réalité statistique bien plus nuancée. Tout d’abord, le pari d’un découplage radical avec Pékin n’a pas engendré la renaissance industrielle promise. Si le déficit bilatéral avec la Chine a effectivement reflué en 2025, cette baisse est surtout due à un jeu de vases communicants : les importations technologiques se sont simplement reportées vers Taïwan, dont l’excédent vis-à-vis des États-Unis a bondi dans des proportions quasi identiques. Parallèlement, le déficit avec le Vietnam a explosé de 60 milliards de dollars sur la même année. Ce phénomène met en lumière l’essor des stratégies de contournement : de nombreuses entités vietnamiennes ne servent que de façades pour des groupes chinois, permettant à ces derniers de réexporter leurs produits vers le marché américain en éludant les surtaxes de Washington.

À l’égard de l’Union européenne, la pression n’a pas produit l’effet escompté. Le déficit commercial s’est établi à 218 milliards de dollars en 2025, soit une réduction marginale de 16 milliards par rapport à l’année précédente. Plus révélateur encore : ce niveau demeure supérieur à ceux enregistrés en 2022 et 2023, relativisant ainsi l’efficacité de la « méthode Trump » contre le Vieux continent. Enfin, le cas du Mexique illustre l’échec le plus flagrant de la politique de relocalisation. Malgré les incitations à rapatrier l’activité sur le sol américain, le déficit commercial avec le voisin mexicain a cru de 10 % en un an pour atteindre le sommet inédit de 197 milliards de dollars. Ce montant est trois fois supérieur à celui de 2016, année de la première élection de Donald Trump, prouvant que l’intégration des chaînes de valeur nord-américaines résiste, pour l’heure, à sa volonté de bousculer les équilibres. En somme, si l’administration Trump peut se targuer d’avoir bousculé le paradigme du libre-échange, le verdict des chiffres – creusement du déficit commercial de 30 milliards de dollars entre 2024 et 2025 – impose la prudence : davantage qu’une réindustrialisation, c’est le renchérissement du coût de ses dépendances qui frappe.

De l’hégémonie à la coercition

End the endless wars (« mettre fin aux guerres sans fin ») : ce slogan, ressassé par le candidat Donald Trump à l’aube de son second mandat, semble appartenir à un autre temps. En avril 2025, l’administration Trump demandait encore au Pentagone d’identifier des secteurs où pourraient être effectuées des coupes budgétaires, visant une diminution annuelle de 8 %, sur cinq ans. La volte-face n’a pas tardé : le budget du secrétariat à la Guerre [nouveau nom du secrétariat à la Défense à partir d’octobre 2025 NDLR] a finalement été augmenté pour l’année 2026. Il a grimpé à mille milliards de dollars, soit 3,5 % du PIB américain – un point et demie de plus que la moyenne mondiale. Pour l’année 2027, un accroissement de 50 % a même été annoncé, ce qui le porterait à mille cinq-cents milliards de dollars (et le rattracherait, comparativement au PIB, à son niveau de l’époque George W. Bush). Cette hausse découle d’une difficulté de taille : l’incapacité à déployer une armée victorieuse sur les différents fronts de l’empire, confrontée à une déplétion de matériel militaire, notamment anti-missile. Conformément à ses promesses de campagne, Donald Trump souhaite éviter les opérations de longue durée, qui impliqueraient le déploiement au sol des boys. Cet état de fait se matérialise par le recours à des bombardements aériens massifs : plus de 600 frappes ont été ordonnées à l’égard de l’Iran, du Yémen, du Venezuela de la Syrie, de l’Irak, et du Nigeria, sans qu’aucune avancée probante et durable ne soit engrangé à ce jour du point de vue de l’administration américaine. Enfin, la réorientation de l’attention militaire vers l’Asie, visant à contenir le déploiement de la Chine désormais émergée, connaît certaines limites. Dans un premier temps, Donald Trump a souhaité peser de tout son poids pour modifier les alliances régionales en vue d’une confrontation future, passant par le dénouement de l’axe Moscou-Pékin. Néanmoins, flatter Vladimir Poutine sur la scène internationale, lui promettre de réintégrer le concert des nations et de lever les sanctions n’ont pas suffi. Parallèlement, malgré de nombreux coups de semonce diplomatiques, les Etats-Unis (sous la pression du lobby militaro-industriel qui a arrosé les candidats républicains) ne se sont ja-



mais réellement retirés d’Ukraine. Son bilan est plus mitigé en zone indopacifique, où de réelles avancées ont été obtenues. Après de longs mois de négociations âprement menées, appuyées par de lourdes mesures coercitives, les Etats Unis auront finalement arraché un accord à l’Inde. Celle-ci a cessé d’importer du pétrole russe, sous la menace de rétorsions tarifaires, et accepté de signer un accord commercial qui réaffirme la place des Etats-Unis comme partenaire privilégié.

Errance monétaire

Le second mandat de Donald Trump a vu l’émergence d’une garde rapprochée de conseillers économiques dont Scott Bessent et Stephen Miran constituent les figures de proue. Ce duo s’est employé à édifier un nouveau corpus stratégique prônant une austérité budgétaire radicale, s’accompagnant d’une remise en cause du paradigme monétaire en place depuis la fin du système de Bretton Woods en 1971. Du point de vue budgétaire, cette ambition s’est d’abord cristallisée sous l’acronyme provocateur RAGE (Retire All Government Employees), avant de se traduire institutionnellement par la création du DOGE (Department of Government Efficiency). La direction de cet organe a été confiée à Elon Musk, entrepreneur mégalomane, auto-baptisé Technoking au sein de son écosystème d’entreprises. Malgré une mise en scène savamment orchestrée, cette offensive peine à masquer un bilan comptable bien en-deçà des espérances. Si la « tronçonneuse budgétaire » a profondément déstabilisé le quotidien de nombreux agents publics, l’impact sur les finances de l’État reste marginal. Alors que l’objectif initial affichait une réduction spectaculaire de 2 000 milliards de dollars des dépenses fédérales, le décompte officiel, lors de la dissolution de l’organe en novembre 2025, ne recensait qu’une baisse de 175 milliards soit 10 % de la cible annoncée (soit autour de 1,5 % du budget total des Etats-Unis). Ces initiatives s’inscrivent dans une volonté plus large de s’extraire du « dilemme de Triffin ». Ce concept décrit la difficulté, pour un pays dont la monnaie nationale sert de devise mondiale, à concilier ses propres intérêts avec les besoins du commerce mondial. En effet, pour que les échanges mondiaux fonctionnent, le reste du monde doit disposer du précieux billet vert pour ses transactions et ses réserves. Ce flux sortant de monnaie a tendance à apprécier le dollar, ce qui pèse sur l’industrie américaine, freine la production nationale et creuse mécaniquement les déficits commercial et budgétaire. L’administration Trump se retrouve ainsi face à un choix cornélien : continuer de fournir des dollars au monde pour conserver le « privilège exorbitant » d’un en-

dettement sans limite, ou protéger l’appareil productif national au risque de déstabiliser le commerce mondial.

Cette contradiction se retrouve au sein même de son administration. Tandis que le président de la Federal Reserve Bank (Fed, la banque centrale des Etats-Unis) affirme vouloir préserver un dollar fort, Donald Trump encourage une politique de baisse des taux pour stimuler l’économie et préserver les entreprises américaines. Prolonger l’hégémonie du billet vert tout en protégeant le tissu productif américain : ici encore, seules des mesures coercitives sont en mesure de réaliser ces deux objectifs a priori contradictoires.

Sans résultats probants. Malgré une politique tarifaire agressive (censée favoriser une relocalisation du capital) et une politique de taux faibles ayant déprécié le dollar de 15% (censée favoriser l’industrie américaine), les répercussions sur le territoire national sont encore minimes. Pour éviter que cette chute du billet vert ne menace son hégémonie, Donald Trump aura recouru à une diplomatie agressive (en Arabie Saoudite par exemple), faisant pression pour que les pays continuent d’échanger en monnaie américaine. Ces coups de menton n’auront pas suffi pour maintenir la confiance dans le dollar : la part de cette monnaie dans les réserves de change mondiales est tombée à 57 % fin 2025, contre 70 % quelques années plus tôt.

Si l’administration Trump a actionné plusieurs leviers de la politique économique, la direction globale reste versatile. Entre volonté de rompre avec une position hégémonique devenue un fardeau et tentation de maintenir les attributs classiques de la puissance monétaire, Washington multiplie les orientations contradictoires. L’agitation politique peine à se se muer en succès économique tangible.

Base politique vacillante
Malgré la mise en scène de sa force de frappe, l’écosystème trumpien laisse transparaître des lignes de fracture de plus en plus béantes. Mécontente d’une inflation pénalise l’électorat populaire, une partie de la coalition Make America Great Again (MAGA) reproche à Donald Trump son aventurisme géopolitique – et de trahir sa promesse de s’occuper de « l’Amérique d’abord » (America first). Cette nébuleuse, jusqu’alors plutôt monolithique, s’est progressivement fragmentée en diverses chapeaux – ce qui fait poindre la possibilité d’une scission dans un avenir proche, entre une aile isolationniste incarnée par le Vice-président J. D. Vance et une faction interventionniste incarnée par le Secrétaire d’Etat Marco Rubio. Ce désenchantement idéologique se double d’une rébellion parlementaire qui ne se cache plus : des figures historiques du trumpisme – à l’instar de l’élue républicaine Marjorie Taylor Greene, du journaliste conservateur Tucker Carlson – s’érigent désormais contre l’aventurisme militaire de l’administration, notamment au Venezuela et au Moyen-Orient. Les élections de mi-mandat de novembre 2026 sonneront comme le procès en légitimité d’un président qui s’est éloigné des aspirations initiales d’une part significative de sa base. Présenté comme une succession de coups d’éclats, l’activisme trumpien apparaît plutôt comme une réaction aux coups de semonce de l’hégémonie américaine. A la servitude volontaire d’une grande partie du monde est désormais préférée la coercition. Les Etats-Unis faisaient reposer leur hégémonie sur la stabilité et la prévisibilité de l’ordre mondial : jour après jour, Donald Trump confirme leur inconstance stratégique, et claironnant des victoires de plus en plus illusoire. Le déclin, parfois, peut se parler des atours du triomphe.

Source : Lvsl.fr ; publié le 02/02/2026

PRODUCTION, EXPLORATION,
RAFFINAGE

La Libye tente de
reprendre le contrôle de
sa chaîne pétrolière

En Libye, le pétrole n'est pas un secteur parmi d'autres. Il constitue la principale source de revenus du pays. Depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, conflits armés, divisions politiques et dégradations d'infrastructures ont régulièrement perturbé la production, rendant les volumes et les recettes particulièrement volatils. La National Oil Corporation (NOC), la compagnie publique libyenne, a annoncé le 1er mars une augmentation progressive de la production sur le champ terrestre d'al-Mabruk. Selon les informations relayées par Reuters, le site devrait produire entre 25 000 et 30 000 barils par jour après la mise en service d'une nouvelle unité de production. Situé à environ 170 kilomètres au sud de Syrte, le champ d'al-Mabruk avait été fermé en 2015 après une attaque que la NOC avait attribuée à des militants islamistes, occasionnant d'importants dégâts matériels. La production n'a repris qu'en mars 2025, à un niveau initial d'environ 5 000 barils par jour. Mabruk Oil Operations exploite le champ pour le compte de la NOC et de TotalEnergies. Selon la compagnie nationale, la production combinée d'al-Mabruk et du champ offshore d'Al-Jurf pourrait atteindre environ 40 000 barils par jour d'ici la fin du mois de mars. « Cette étape reflète le succès de la vision de la National Oil Corporation visant à développer les infrastructures du secteur et à renforcer l'économie nationale », a commenté l'entreprise publique. L'augmentation des volumes à Mabruk s'inscrit dans l'objectif officiel de porter la production nationale à 1,6 million de barils par jour d'ici fin 2026, avant un éventuel relèvement à 2 millions de barils par jour à plus long terme. La production actuelle est estimée autour de 1,4 million de barils par jour. Cette progression de l'amont pétrolier intervient alors que la NOC a relancé l'exploration qui vise à identifier de nouveaux gisements afin de renouveler les réserves et de soutenir la production à long terme. En février dernier, une première depuis 2007, de nouveaux blocs ont été attribués à des compagnies internationales, dont Chevron, Eni, QatarEnergy, Repsol, MOL, TPOC et Aiteo. Cinq blocs ont été octroyés sur vingt proposés, certaines zones n'ayant pas trouvé preneur en raison de divergences sur les conditions contractuelles. En parallèle, les autorités cherchent à renforcer les capacités de raffinage. La capacité théorique des raffineries libyennes est estimée à environ 380 000 barils par jour, mais la production effective est nettement inférieure, autour de 180 000 barils par jour, en raison de l'obsolescence des installations et de l'arrêt prolongé de certaines unités.

Agence

TUNISIE -FINLANDE

Nouvelle dynamique de la
coopération entre les deux pays

La Tunisie renforce activement son partenariat économique avec les pays nordiques, focalisé sur la transition énergétique, l'économie durable, l'innovation et la formation professionnelle. Le 1er Forum Tuniso-nordique et le Forum économique tuniso-suédois illustrent cette dynamique visant à diversifier les investissements et accroître les échanges commerciaux, notamment dans le secteur des énergies renouvelables.

Synthèse R I./Agence

C'est dans ce contexte que l'ambasadrice tunisienne en Finlande, Nabiha Hajji, a effectué fin février 2026 une visite stratégique auprès de la société ABB Finlande, leader mondial en énergie, équipements électriques lourds et automatisation industrielle. Cette rencontre, tenue avec les hauts responsables de l'entreprise, a permis de présenter ses innovations phares et d'explorer des collaborations concrètes avec la Tunisie. Les discussions ont ciblé la modernisation de la gestion des ressources hydriques, le développement agro-industriel et le renforcement de l'énergie propre nationale. Cette initiative diplomatique s'inscrit dans une diversification des partenariats technologiques tunisiens, favorisant les investissements à haute valeur ajoutée et la transition énergétique accélérée.

Forces d'ABB et opportunités pour la Tunisie Fondée en 1988, ABB Finlande excelle dans les solutions d'automatisation pour l'industrie 4.0, les réseaux intelligents et les systèmes de stockage d'énergie renouvelable. Ses technologies optimisent la consommation électrique, réduisent les pertes hydriques via des capteurs IoT et automatisent les chaînes agroalimentaires pour une traçabilité accrue. Pour la Tunisie, ces expertises adressent des besoins critiques : irrigation intelligente contre la sécheresse, usines agro-industrielles efficaces et intégration massive du solaire. L'entreprise africaine, projetée mondialement, voit en Tunisie un hub nord-africain prometteur grâce à sa stabilité géostratégique et sa main-d'œuvre qualifiée.

Axes prioritaires de coopération bilatérale

Les échanges ont dégagé des projets pilotes dans trois domaines interconnectés.

La gestion de l'eau bénéficiera de systèmes SCADA pour la surveillance en temps réel des barrages et canaux, économisant jusqu'à 30% d'eau. L'agro-industrie adopta les robots ABB pour la transformation oléicole et laitière, boostant les exportations vers l'UE. L'énergie propre intégrera des onduleurs et des batteries pour les parcs photovoltaïques, alignés sur l'objectif de 35% renouvelables d'ici 2030. Un MoU préliminaire ouvre la voie à des visites techniques et pilotes financés engagés. Les parties autorisent la signature d'un MoU technique en avril ; implantation pilote SCADA sur deux barrages ; formation 100 ingénieurs tunisiens en Finlande ; audit agro-industriel pour 10 PME ; développement parc solaire ABB-Tunisie ; suivi des KPI semestriels ; extension à d'autres firmes finlandaises. Ces étapes catalysent 500 millions d'euros d'investissements d'ici 2028.

INTERNET PAR SATELLITE

La Mauritanie ouvre son marché

Selon la Banque mondiale, l'accès à Internet est désormais considéré comme un besoin de première nécessité, avec un impact direct et positif sur le produit intérieur brut. La Mauritanie, qui se projette sur une trajectoire de forte croissance à l'horizon 2030, entend bien tirer parti de ce levier de développement. La Mauritanie amorce un nouveau tournant dans sa stratégie de connectivité. L'Autorité de régulation (ARE) a annoncé, le 22 janvier dernier, le lancement d'un appel d'offres international pour l'attribution de licences destinées à la fourniture de services de communications électroniques

par satellite. Le régulateur prévoit l'octroi de deux lots répondant à des logiques distinctes. Le premier s'adresse aux entreprises exploitant exclusivement des systèmes satellitaires en orbite géostationnaire (GEO), avec pour objectif la fourniture directe de services mobiles — voix et données — au grand public. Le second lot concerne la commercialisation de capacités satellitaires à destination d'opérateurs télécoms ainsi que d'entités publiques et privées, sans fourniture directe de services aux utilisateurs finaux. Ce schéma intermédiaire vise à approvisionner le marché en bande passante et à

permettre à des acteurs locaux d'agréger et de redistribuer la connectivité.

Un impératif de couverture
et de qualité de service

La décision de l'ARE répond d'abord à un objectif central : améliorer l'accès d'une plus grande partie de la population à un Internet de qualité, pilier de la nouvelle économie. La connectivité satellitaire apparaît, dans ce contexte, comme un moyen de lever l'obstacle du « dernier kilomètre ». Le déploiement de réseaux terrestres dans les zones faiblement peuplées nécessite en effet des investissements lourds et des

délais importants. À l'inverse, le satellite permet un accès plus rapide aux zones enclavées, en concentrant l'effort sur les terminaux et leur installation. Dans son « ICT Development Index 2025 Report », l'Union internationale des télécommunications (UIT) indique que la Mauritanie affichait un taux de couverture 4G de 73 %, contre 43,9 % pour la 3G. Malgré un taux de pénétration du haut débit mobile de 59,8 %, seuls 37,4 % des habitants utilisaient effectivement Internet. Les 62,6 % restants demeuraient freinés par une couverture réseau inexistante ou de mauvaise qualité.

R I.

SUITE À LA FERMETURE DU DÉTROIT D'ORMUZ

L'Irak réduit sa production de pétrole brut

L'Irak a annoncé une réduction de sa production de pétrole brut en raison de la diminution et de l'arrêt des exportations consécutifs à la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran, dans un contexte d'escalade régionale continue. Le ministre irakien du Pétrole a indiqué dans un communiqué publié mardi soir que la réduction de la production de pétrole brut n'affectera pas le fonctionnement des raffineries ni la production continue de produits pétroliers, nécessaires pour satisfaire la demande pétrolière intérieure. Le ministère a précisé que toutes les raffineries des régions sud, centre et nord « fonctionnent en continu à pleine capacité pour produire divers produits pétroliers, garantissant un approvisionnement suffisant pour la consommation locale quotidienne et stockant tout surplus ». Après que les États-Unis et Israël ont

lancé des attaques contre l'Iran le 28 février, malgré les négociations en cours entre Téhéran et Washington, le général de brigade Ebrahim Jabbari, conseiller du commandant en chef des Gardiens de la révolution iraniens, a déclaré tard le 2 mars que les navires ne seraient pas autorisés à transiter par le détroit d'Ormuz, avertissant que tout navire tentant de le traverser serait pris pour cible. Cette déclaration, qui concerne un détroit par lequel transite environ un quart du commerce pétrolier mondial, a ravivé les craintes sur l'approvisionnement énergétique mondial et provoqué de vives turbulences sur les marchés. Le ministère irakien du Pétrole a également annoncé lundi avoir décidé de suspendre la production pétrolière dans le champ de Rumaila à Bassora, à la suite de la décision iranienne de fermer le détroit d'Ormuz. Par ailleurs, le président américain Do-

nald Trump a déclaré avoir donné des instructions pour que des assurances contre les risques politiques et des garanties soient fournies à un coût raisonnable afin d'assurer la sécurité financière de l'ensemble du commerce maritime transitant par le Golfe, en particulier les expéditions d'énergie. Il a ajouté que la Marine américaine pourrait commencer à escorter les pétroliers transitant par le détroit d'Ormuz si nécessaire. Les marchés se concentrent également sur les craintes que le conflit au Moyen-Orient puisse peser sur le commerce mondial et raviver les pressions inflationnistes. Le détroit d'Ormuz, situé à l'entrée du Golfe Persique, relie les exportations de pétrole et de GNL du Moyen-Orient aux marchés mondiaux via la mer d'Arabie et l'océan Indien. Les grands producteurs, dont l'Arabie

saoudite, les Emirats arabes unis, le Koweït, l'Irak et le Qatar, dépendent largement de ce passage. Les marchés européens et les grandes économies asiatiques telles que la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud en dépendent pour leurs importations énergétiques. Les analystes avertissent que la hausse des prix de l'énergie pourrait alimenter l'inflation et compliquer davantage les décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui est restée prudente face aux hausses de prix découlant des droits de douane. Le président de la Fed de Minneapolis, Neel Kashkari, a indiqué qu'il était trop tôt pour évaluer l'impact du conflit sur l'inflation, tandis que le président de la Fed de New York, John Williams, a noté que des baisses de taux supplémentaires pourraient être envisagées si l'inflation continue de se modérer.

Agence

NIGÉRIA

Les importations de blé sont attendues à un niveau record en 2026/2027

En Afrique de l’Ouest, le Nigéria est le principal marché pour le blé importé. Dans le pays le plus peuplé du continent africain, la demande ne cesse de progresser, reflétant l’intégration croissante de cette céréale dans les habitudes alimentaires

R I/Agence

7,2 millions de tonnes. C’est le volume de blé que le Nigéria devrait importer au cours de la campagne de commercialisation de 2026/2027, selon les dernières estimations formulées par le Département américain de l’Agriculture (USDA). Dans un rapport publié sur le marché nigérian des céréales le 2 mars dernier, l’organisme américain indique que ce stock traduirait une hausse de 7,46 % par rapport aux estimations formulées pour la campagne actuelle (6,7 millions de tonnes) en cours. Cette prévision, si elle se réalise, marquerait également la première fois que les achats nigériens de blé importé franchi-

ront la barre des 7 millions de tonnes. Cette dynamique de croissance est principalement attribuée à la vigueur de la demande des produits dérivés (le pain, la semoule, les pâtes de blé dur) en milieux urbains. L’USDA projette en effet que la consommation totale de blé au Nigéria atteindra 6,8 millions de tonnes en 2026/2027, soit 6 % de plus que l’estimation de la campagne actuelle, sous l’effet combiné de l’amélioration des conditions macroéconomiques, de la stabilisation du naira et de la reprise du pouvoir d’achat, qui tirent la demande vers le haut. « La baisse des prix des produits à base de blé devrait également contribuer à une consommation plus élevée. De nombreux Nigériens auraient accru leur consomma-

tion de produits à base de blé grâce à des prix favorables. L’inflation alimentaire au Nigéria a montré une baisse significative en glissement annuel début 2026 par rapport à 2025 [...] Après un taux d’inflation de 26 % en janvier 2025, l’inflation alimentaire est tombée à 8,9 % en février 2026 », souligne le rapport. Il faut également noter qu’une partie du blé importé au Nigéria est réexportée par des circuits informels à destination des pays frontaliers du Sahel. Pour le compte de la campagne de 2026/2027, l’USDA estime que le volume de blé exporté par la filière nigériane devrait stagner à 400 000 tonnes, dont près de 20 % proviennent de la production locale.

LE CAOUTCHOUC

L’autre moteur des exportations agricoles ivoiriennes

En Côte d’Ivoire, le cacao est le principal pilier de l’économie, représentant près de 40 % des revenus d’exportation. Mais dans l’ombre de l’or brun, l’hévéa s’est aussi considérablement développé depuis 2015. Dans ses dernières prévisions sur le marché mondial, l’Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (ANRPC) a révélé que la Côte d’Ivoire est sur le point de devenir le troisième producteur mondial de cette matière première, dépassant le Vietnam pour se positionner derrière la Thaïlande et l’Indonésie. Un tel basculement serait possible avec l’expansion continue de ses surfaces de caoutchouc et la forte productivité de ses petites exploitations. Dans le pays d’Afrique de l’Ouest,

la filière entend ainsi mettre en production 500 000 hectares d’hévéa d’ici 2036, qui s’ajouteront à environ 722 000 hectares actuellement.

Une décennie de performance sous le signe de la constance

Cette annonce de l’ANRPC vient confirmer la trajectoire remarquable de l’industrie ivoirienne du caoutchouc naturel sur la dernière décennie. Moins sous les feux des projecteurs que le cacao, la filière a pourtant été la plus performante du secteur agricole national sur la période, en termes de recettes rapportées au pays. Alors que l’or brun et le cajou ont été caractérisés par une progression en dents de scie de leurs re-

venus entre 2015 et 2024, le caoutchouc n’a pas connu une seule année de repli. La valeur des exportations a explosé, passant de 296,3 milliards FCFA (environ 533,9 millions USD) à 1489,9 milliards FCFA (environ 2,7 milliards USD), avec des envois majoritairement orientés vers la Chine, l’Inde, la Malaisie et les Etats-Unis. Désormais, le caoutchouc rapporte 3 fois plus à la Côte d’Ivoire que le cajou qui était pourtant devant au début de la décennie, et représente la seconde source de recettes derrière le cacao. Cette croissance a été portée par la hausse des volumes exportés, qui ont quadruplé, passant de 410 000 tonnes environ à 1,7 millions tonnes dans un contexte de forte

demande de l’industrie mondiale du pneumatique. La culture, portée en majorité par de petits planteurs, s’est étendue dans plusieurs régions forestières du pays, offrant une alternative au cacao et une source de revenus plus étalée sur l’année, via les saignées régulières des arbres. Dans la première puissance agricole de l’UEMOA, l’enjeu est désormais de consolider ces gains en améliorant la productivité des plantations et la valeur ajoutée tirée de cette filière en plein essor. Le développement de la seconde transformation (fabrication de pneus, produits techniques, caoutchouc moulé, etc.) sera ainsi le prochain cap à franchir.

R.I

AFRIQUE DU SUD

Le pays anticipe un léger recul de sa production de maïs en 2025/2026

L’Afrique du Sud est le premier producteur de maïs en Afrique et un acteur majeur du commerce intrarégional de la céréale. Alors que la campagne 2025/2026 avance, les premières estimations de récolte se précisent. L’Afrique du Sud prévoit une légère contraction de sa production de maïs pour la campagne 2025/2026. Selon la première estimation publiée par le Comité d’estimation des récoltes (CEC) le 26 février, le pays devrait récolter 16,13 millions de tonnes, soit 3,1 % de moins que l’an dernier (16,65 millions de tonnes). Ce recul attendu de la production intervient alors que la superficie consacrée à la culture de la céréale a augmenté de 4,6 % pour atteindre 2,71 millions d’hectares, soit 119 500 hectares de plus que la campagne précédente. Selon Wandile Sih-

lobo, économiste en chef de la Chambre des entreprises agricoles, ce contraste s’explique par la faiblesse des rendements attendus dans certaines zones de production. Dans le détail, la récolte devrait se composer de 8,51 millions de tonnes de maïs blanc et 7,62 millions de tonnes de maïs jaune. « Neuf autres prévisions mensuelles seront publiées et pourront apporter des ajustements. Mais tant que les conditions météorologiques restent favorables dans la plupart des régions, tout porte à croire que l’Afrique du Sud s’oriente vers une bonne campagne de production de céréales et d’oléagineux en 2025-26 », explique M. Sihlobo qui reste optimiste pour la suite de la campagne. Quoi qu’il en soit, cette première prévision de récolte laisse entrevoir un scénar-

io de stabilité de l’offre dans le pays. En effet, la production attendue est largement suffisante pour couvrir la demande domestique, estimée autour de 12 millions de tonnes par an. « Associée à d’importants stocks de report, cette production indique que l’Afrique du Sud restera exportatrice nette de maïs en 2026-27, campagne commerciale qui débute en mai », ajoute M. Sihlobo. Les données compilées sur la plateforme Trademap montrent par exemple que la nation arc-en-ciel a exporté pour près de 970 millions \$ de maïs en moyenne par an entre 2021 et 2025, principalement à destination de ses voisins d’Afrique australe dont le Zimbabwe, le Botswana ou encore la Namibie.

Agence

ÉTHIOPIE

Une étude avec la Corée du Sud pour moderniser les tarifs de l’électricité

En Éthiopie, l’accès à l’électricité reste limité malgré un potentiel considérable en énergies renouvelables. La réduction des coûts est désormais perçue comme un levier essentiel pour élargir la couverture nationale et attirer de nouveaux investissements. L’entreprise publique Ethiopian Electric Power a annoncé le lancement officiel d’un programme conjoint d’étude et de partage d’expertise avec le gouvernement de la Corée du Sud afin de moderniser le cadre de fixation des tarifs de l’électricité en Éthiopie. L’annonce a été faite lors d’une cérémonie officielle organisée récemment à Addis-Abeba. Selon le directeur général d’EEP, Ashebir Balcha (photo, au centre), le taux d’accès national à l’électricité s’établit actuellement à 54 %. Il a indiqué que, malgré un important potentiel en énergies renouvelables, la réforme des structures tarifaires et le renforcement de la viabilité financière du secteur demeurent nécessaires pour élargir l’accès et attirer davantage d’investissements privés. L’initiative sera mise en œuvre dans le cadre du Knowledge Sharing Program du gouvernement sud-coréen. D’après EEP, la proposition éthiopienne a été retenue parmi plus de 400 candidatures internationales. L’ambassadeur sud-coréen en Éthiopie, Jung Kang (photo, à gauche), a réaffirmé l’engagement de son pays à soutenir la modernisation du secteur énergétique éthiopien. L’étude vise à aligner le cadre de négociation tarifaire sur les standards internationaux, à renforcer les capacités institutionnelles et professionnelles, à améliorer la soutenabilité financière du secteur électrique et à encourager une participation accrue du secteur privé. Cette initiative intervient alors que l’Éthiopie poursuit la transformation de son secteur électrique, marquée par l’expansion des infrastructures, avec notamment l’inauguration du Grand barrage de la Renaissance (GERD). La modernisation du cadre tarifaire est présentée comme un levier central pour consolider l’équilibre financier du système électrique national et transformer cette capacité installée en accès réel à l’électricité.

Agence

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Les marchés financiers rattrapés par les inquiétudes géopolitiques

Après une journée d'accalmie, les prix du pétrole ont à nouveau flambé jeudi au sixième jour de la guerre au Moyen-Orient, faisant peser le spectre de l'inflation sur les Bourses mondiales. "Le conflit continue de s'intensifier aujourd'hui, et le trafic des pétroliers reste à l'arrêt" dans la région, "sans calendrier précis quant à la reprise normale des activités", commente Patrick O'Hare, de Briefing.com.

Par R I/Agence

Les frappes se poursuivent et le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20% de la production mondiale de pétrole et près de 20% du gaz naturel liquéfié (GNL), reste paralysé. En conséquence, les cours du brut ont une nouvelle fois connu une très forte progression, atteignant jeudi des niveaux plus vus depuis près de deux ans. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) s'est envolé de 8,51% à 81,01 dollars tandis que le Brent, référence internationale, a gagné 4,93% à 85,41 dollars. Depuis le début du conflit, ils se sont envolés de près de 20%. Le gaz naturel a, lui, progressé jeudi de 4,03% à 50,73 euros le mégawattheure pour le contrat à terme du TTF néerlandais, référence en Europe. Les investisseurs craignent qu'une hausse durable des cours de l'énergie

se répercute largement sur les prix payés à la caisse par les ménages. "Cela va se traduire par une augmentation des prix de (l'énergie) à un moment où les gens se sentent déjà étreints par le coût élevé de la vie", remarque auprès de l'AFP Patrick O'Hare. En Europe, Paris a perdu 1,49%, Londres 1,45% et Francfort 1,61%. Milan a perdu 1,61%. A Wall Street, le Dow Jones a perdu 1,61% après avoir chuté de plus de 2% en séance. L'indice Nasdaq a reculé de 0,26% et l'indice élargi S&P s'est replié de 0,56%. La dette souveraine sous pression Les investisseurs redoutent un regain d'inflation - particulièrement en Europe où les pays importent massivement leurs hydrocarbures -, rappelant la vague inflationniste provoquée par la guerre en Ukraine en 2022. Résultat, les taux d'intérêt des dettes d'État, pourtant considérées traditionnellement comme des valeurs refuge

en cas d'incertitude, grimpent sur le Vieux Continent. Une inflation plus élevée réduit la valeur réelle des sommes versées par un emprunteur à ses créanciers. Ces derniers exigent par conséquent des taux d'intérêt plus élevés pour compenser cette perte. Le rendement de l'emprunt allemand à échéance 10 ans, considéré comme la référence européenne, évoluait à 2,84% contre 2,75% mercredi à la clôture. Son équivalent français s'établissait à 3,48% contre 3,35% mercredi, et l'italien à 3,57% contre 3,43%. Le rendement britannique à 10 ans s'est établi à 4,55% contre 4,44% mercredi à la clôture. Le marché obligataire américain est également crispé: le rendement à 10

ans a terminé à 4,14% contre 4,10% la veille en clôture et 3,94% vendredi dernier, avant le début de la guerre. En parallèle, "le dollar demeure la valeur refuge de prédilection face à un conflit sans précédent au Moyen-Orient", estime Kathleen Brooks. Bien que les marchés d'actions se stabilisent, "le billet vert reste ferme", note-t-elle. La hausse des hydrocarbures devrait davantage peser sur les économies asiatiques et européennes que sur celle des États-Unis, plus indépendante en matière énergétique, et dont la devise est utilisée sur les marchés internationaux pour acheter du pétrole brut. Vers 21H50 GMT, le billet vert prenait 0,24% à la monnaie unique européenne, à 1,1605 dollar pour un euro.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street dans le rouge, le Moyen-Orient préoccupe

La Bourse de New York a fini en baisse jeudi, au sixième jour du conflit au Moyen-Orient, alors que les prix du pétrole ont grimpé et que les investisseurs s'inquiétaient d'un regain de l'inflation laissant aussi peser un doute sur l'assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). L'indice Dow Jones a cédé 1,61% à 47.954,74 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 0,56% à 6.830,71 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 0,26% à 22.748,99 points. La propagation du conflit à travers le Moyen-Orient a alimenté jeudi les préoccupations à propos du détroit d'Ormuz, voie cruciale pour l'approvisionnement en énergie, où le trafic maritime s'est réduit en raison des menaces de tirs de missiles et de drones. Cela a poussé les prix du brut américain à 81 dollars par baril, soit un pic depuis juillet 2024, tandis que le Brent a pris 4,9% à 85,41 dollars. Les traders craignent que l'inflation progresse et que la croissance économique ralentisse si les perturbations dans le détroit d'Ormuz venaient à perdurer.

"Il suffit de regarder le pétrole aujourd'hui pour comprendre pourquoi le marché boursier est en repli", souligne Michael Antonelli, stratège chez Baird Private Wealth Management. "Le marché tente d'évaluer combien de temps le conflit va durer". Malgré le lancement samedi de la campagne militaire des États-Unis et d'Israël en Iran, qui a donné lieu à des ripostes de Téhéran à travers la région, Wall Street n'a pas subi cette semaine un recul aussi important que les bourses européennes et asiatiques, en grande partie grâce aux gains des valeurs technologiques après leurs pertes de février. Les prévisions solides communiquées par Broadcom ont contribué à atténuer jeudi la baisse à Wall Street. Le fabricant de semi-conducteurs a pris 4,8%. A l'inverse, des titres financiers comme JPMorgan Chase et Goldman Sachs ont pesé sur le Dow Jones. En raison des pressions sur les prix, les investisseurs s'attendent à ce que la Fed repousse à octobre la baisse des taux de 25 points de base qui était initialement anticipée en juillet, selon des données LSEG.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Mars 2026
Valeur : 09 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.7238	130.7388
1	EUR	EURO		151.5612	151.6047
1	GBP	POUND STERLING		174.2055	174.2952
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0784	83.1143
1	CNY	CHINESE YUAN		18.9512	18.9553
1	CHF	SWISS FRANC		167.3372	167.4207
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.7263	95.7653
1	DKK	DANISH KRONE		20.2839	20.2929
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.1554	14.1606
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.4967	13.5235
1	AED	UAE DIRHAM		35.5876	35.6062
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.8170	34.8302
1	KWD	KUWAITI DINAR		426.7835	426.9719
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.4969	44.9441
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0762	14.0778
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.4521	20.5571
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2854	3.2957
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.5886	178.5886

MARCHÉS EN ASIE

Vigoureux rebond des Bourses

Les Bourses de Séoul et Tokyo rebondissent avec vigueur jeudi suite aux fortes chutes des jours précédents sur fond de l'escalade militaire au Moyen-Orient, tandis que le pétrole reprend sa hausse. A la Bourse de Séoul vers 00H30 GMT, l'indice Kospi rebondit de 11,44% à 5.676 points. A Tokyo, l'indice vedette Nikkei

gagnait 4,16% à 56.505 points, après avoir lâché 3,61% la veille. L'indice élargi Topix rebondissait de 3,85%. La Bourse de Sydney gagnait 0,32%. Les places chinoises n'étaient pas encore ouvertes. Les marchés asiatiques se rassérénaient dans la foulée d'une hausse de Wall Street mercredi, sur une place new-yorkaise met-

tant de côté les craintes inflationnistes liées à l'escalade militaire au Moyen-Orient et saluant des données économiques meilleures qu'attendues aux États-Unis. La monnaie japonaise se stabilisait jeudi matin à 156,80 yens pour un dollar. Signe d'inquiétudes persistantes sur le blocage du détroit d'Or-

muz, le prix du pétrole a bondi d'environ 2% à l'ouverture des échanges en Asie jeudi. Vers 00H30 GMT, le baril de West Texas Intermediate (WTI) nord-américain grimpait encore de 1,5% à 75,77 dollars. Les échanges sur le Brent de la mer du Nord, référence du marché, n'avaient pas encore repris. Temporisant dans un marché

mondial du pétrole encore largement excédentaire, WTI et Brent avaient clôturé presque à l'équilibre mercredi à l'issue d'une séance en dents de scie, après une flambée en début de semaine. Le baril de Brent avait ainsi dépassé mardi 85 dollars pour la première fois depuis juillet 2024.

APS

INDE

Le pays n’a que “deux à trois semaines” d’approvisionnement en GNL

Pays le plus peuplé de la planète, l'Inde est très dépendante des importations pour ses approvisionnements en gaz naturel liquéfié (GNL), notamment vis-à-vis du Moyen-Orient.

Synthèse Rédaction internationale

Le principal importateur indien de gaz naturel liquéfié (GNL) a mis en garde contre un risque de perturbations dans certaines de ses opérations en raison de la guerre au Moyen-Orient, faisant craindre un resserrement de l'offre dans le pays le plus peuplé de la planète. Petronet LNG a indiqué, dans une note adressée à la Bourse de Bombay mardi soir, que les navires ne pouvaient pas transiter en toute sécurité par le détroit d'Ormuz pour atteindre "Ras Laffan, le port de chargement de QatarEnergy". Cette entreprise qatarie, qui a suspendu sa production de GNL en début de semaine, est un fournisseur essentiel de l'importateur indien. En conséquence, Petronet LNG a déclaré avoir émis un avis de force majeure à QatarEnergy "concernant ses trois pétroliers Disha, Raahi et Aseem" et en avoir égale-

ment reçu un de cette entreprise. L'importateur indien a envoyé des avis de force majeure à ses "acheteurs" ou clients nationaux, dont GAIL (India), Indian Oil Corporation et Bharat Petroleum Corporation. "L'impact probable ne peut être estimé à ce stade", a indiqué la société, sans fournir davantage de précisions. Selon les médias locaux, plusieurs compagnies gazières nationales ont déjà averti leurs clients industriels d'une légère réduction de leurs livraisons.

Forte dépendance aux importations

L'Inde, qui dépend fortement des importations de pétrole et de gaz, a affirmé que la guerre au Moyen-Orient pourrait sérieusement peser sur son économie. Le ministère indien du Pétrole s'est voulu rassurant, affirmant que le pays "dispose de réserves énergétiques suffisantes pour faire face à la situa-

tion actuelle ". Il n'a cependant pas exclu de mettre en place, si nécessaire, des "mesures progressives" afin d'en atténuer les répercussions. Le quotidien The Hindu, citant des sources non identifiées, a indiqué que l'Inde disposait de "25 jours de réserves de pétrole brut" et d'approvisionnements en GNL pour les "deux à trois semaines à venir". Les experts estiment que l'Inde et d'autres pays d'Asie du Sud comme le Bangladesh et le Sri Lanka sont particulièrement vulnérables aux conséquences d'une hausse des prix du pétrole. "Ces pressions financières externes persistantes" devraient peser lourdement sur la croissance du Sri Lanka, ont estimé des analystes de BMI, filiale de Fitch Solutions, dans une note. L'Inde sera confrontée face à des pressions économiques en raison de sa forte dépendance aux importations de pétrole brut, a ajouté BMI.

MEXIQUE

Renforcer la transformation numérique et améliorer les résultats du système d’enseignement

L'économie mexicaine a fait preuve de résilience, malgré les tensions commerciales, grâce à des fondamentaux macroéconomiques solides. Les pouvoirs publics devraient maintenant s'attacher à garantir la viabilité des finances publiques et à accélérer la croissance en mettant en œuvre des réformes qui permettent de rehausser la productivité et de faire reculer l'économie informelle, selon un nouveau rapport de l'OCDE. D'après la dernière Étude économique de l'OCDE consacrée au Mexique, la croissance du PIB devrait s'établir à 1.4 % en 2026 puis à 1.7 % en 2027, après avoir été de 0.7 % en 2025. L'inflation devrait refluer à 3.6 % en 2026 puis à 3.2 %

en 2027, à proximité du point médian de la fourchette retenue comme objectif par la banque centrale, qui est de 3 %. « Le Mexique a de solides antécédents en matière de finances publiques saines. L'assainissement budgétaire en cours doit être poursuivi et l'efficacité des dépenses renforcée pour préserver des marges de manœuvre budgétaires permettant de réaliser des investissements clés dans l'éducation et la transformation numérique », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann, lors de la présentation du rapport à Mexico, en présence du ministre des Finances, Edgar Amador. « Des réformes ambitieuses sont également nécessaires pour poser les fondations d'une crois-

sance plus forte et plus résiliente à long terme, notamment des réformes favorisant le jeu de la concurrence dans le secteur des télécommunications pour accélérer la transformation numérique, et des améliorations du système éducatif afin de soutenir le développement des compétences et renforcer les possibilités d'emploi formel. » Pour assurer la viabilité des finances publiques et reconstituer des marges de manœuvre budgétaires après un déficit exceptionnellement ample en 2024, le Mexique doit procéder à un assainissement budgétaire régulier et progressif, en améliorant le ciblage des dépenses et en optimisant les recettes. Une approche plus stratégique de la planification et de la hiérarchisation des dépenses passe-

rait par un renforcement du cadre budgétaire à moyen terme, et un recours plus systématique aux examens des dépenses et aux analyses coûts-avantages. La transformation numérique peut stimuler l'investissement et la productivité, ce qui est nécessaire pour relancer la croissance. Afin de concrétiser ce potentiel, le Mexique doit mettre en place des règles solides favorisant le jeu de la concurrence dans le secteur des télécommunications, garantir l'indépendance de l'autorité de régulation, et faire progresser l'administration numérique afin d'étendre la couverture des services dématérialisés, de stimuler l'innovation et d'améliorer les prestations de services.

R.I.

CANADA

Le gouvernement lance des appels de propositions pour le Fonds pour la diversification des corridors commerciaux

Les corridors commerciaux du Canada sont essentiels à la résilience de l'économie, à la vigueur des communautés et à la prospérité à long terme. Alors que les marchés mondiaux changent et que la demande augmente pour un large éventail de produits canadiens, le gouvernement du Canada prend des mesures pour renforcer les infrastructures nationales facilitant le commerce, améliorer la connectivité et créer de nouvelles possibilités pour les exportateurs canadiens. Le 3 mars 2026, l'honorable Steven MacKinnon, ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, a annoncé le lancement des appels de propositions pour le Fonds pour la diversification des corridors commerciaux de 5 milliards de dollars et le Fonds d'infrastructure pour l'Arctique de 1 milliard de dollars. Fonds pour la diversification des corridors commerciaux : appel de propositions maintenant ouvert Le programme national renforcera les infrastructures de transport facilitant le commerce et contribuera à doubler les exportations canadiennes au cours de la prochaine décennie. Le programme renforcera la capacité des chaînes d'approvisionnement, réduira la congestion et comblera des lacunes en matière d'infrastructures qui limitent la capacité du Canada à atteindre les marchés mondiaux autres que les États-Unis. Le gouvernement réalisera des investissements stratégiques à partir des propositions.

Agence

ÉTATS-UNIS

L’indice ISM des services au plus haut depuis trois ans et demi en février

L'activité du secteur des services aux États-Unis a atteint en février son plus haut niveau depuis plus de trois ans et demi, grâce à une forte demande, ce qui conforte les espoirs d'une accélération de la croissance économique au cours de ce trimestre. Cependant, la guerre au Moyen-Orient fait peser un risque sur ce tableau optimiste. L'Institute for Supply Management a annoncé mercredi que son indice des directeurs d'achat dans le secteur non manufacturier avait augmenté à 56,1 le mois dernier, son plus haut niveau depuis juillet 2022, contre 53,8 en janvier. Les économistes interrogés par Reuters avaient prévu un recul de l'indice PMI des services à 53,5. Un indice supérieur à 50 indique une croissance dans le secteur des services, qui représente plus des deux tiers de l'activité économique américaine. Le PMI a renforcé les prévisions des éco-

nomistes concernant une croissance économique solide au premier trimestre, après un ralentissement du produit intérieur brut à un taux annualisé de 1,4% au quatrième trimestre. L'économie a connu une croissance de 4,4% au cours du trimestre juillet-septembre. L'enquête a toutefois été menée avant que les États-Unis et Israël n'attaquent l'Iran samedi, ce qui a entraîné des représailles de la part de Téhéran et élargi une guerre qui, selon les analystes, peut dégénérer rapidement en un conflit régional plus vaste. La guerre a fait grimper les prix du gaz naturel et du pétrole et provoqué une volatilité sur les marchés boursiers mondiaux. Les économistes de Goldman Sachs ont estimé que chaque augmentation de 10 dollars du prix du baril de pétrole réduirait la croissance du PIB du quatrième trimestre 2026 d'environ

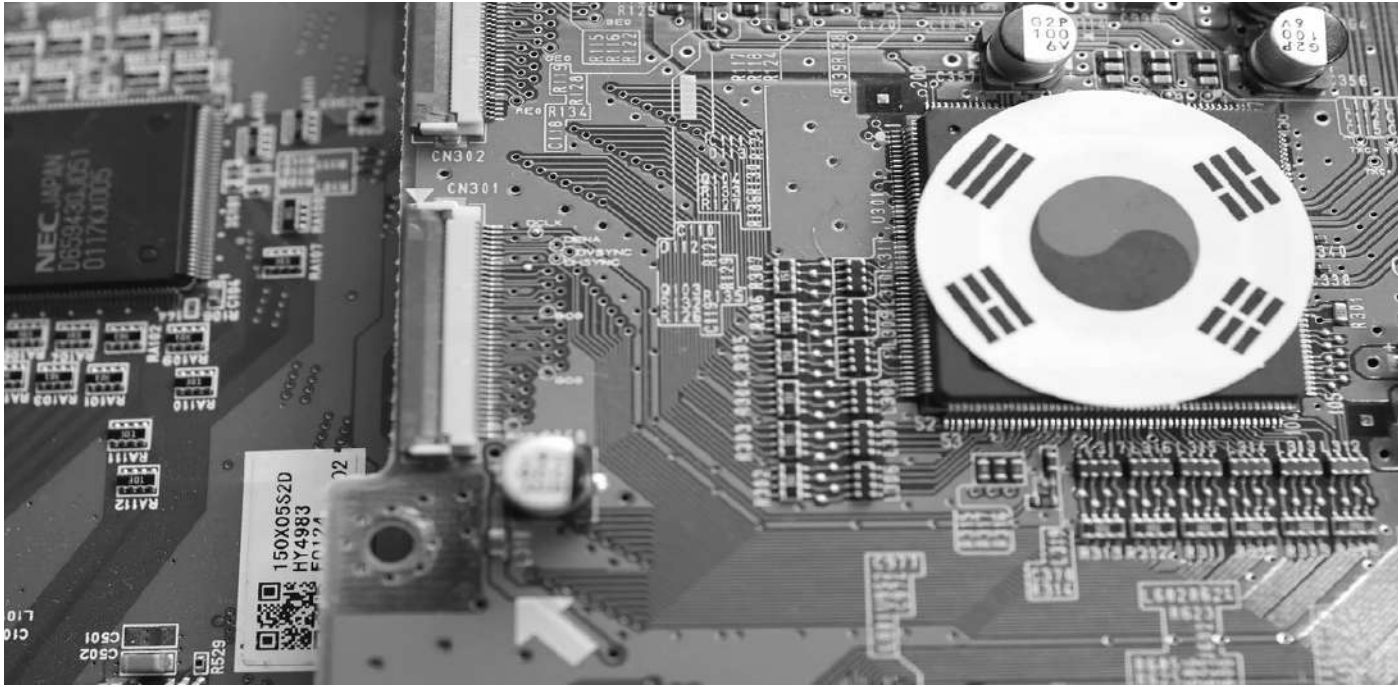
0,1 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre, si les prix se stabilisaient à un niveau plus élevé. "Cette estimation reflète un frein à la consommation dû à la baisse du revenu réel disponible, partiellement compensé par une augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur de l'énergie", ont-ils écrit dans une note. "L'incertitude entourant la durée du conflit et la récente baisse de la sensibilité des investissements énergétiques aux prix du pétrole pourraient limiter cette compensation des dépenses d'investissement, poussant le frein au PIB à environ 0,13 point de pourcentage". L'indice ISM des nouvelles commandes a atteint 58,6 le mois dernier, son plus haut niveau depuis septembre 2024, contre 53,1 en janvier. L'indice des commandes à l'exportation a fortement rebondi, tout comme celui des commandes en attente. L'in-

dice des prix payés par les entreprises pour leurs intrants a légèrement baissé, passant de 66,6 le mois précédent à 63,0, un niveau qui reste toutefois élevé. Les économistes de Wells Fargo ont estimé qu'une hausse soutenue de 10% des prix du pétrole ajouterait environ 0,3 point de pourcentage au taux d'inflation des prix à la consommation en glissement annuel au cours des deuxième et troisième trimestres de cette année. L'ISM a déclaré lundi dans son rapport sur le secteur manufacturier qu'il y avait eu une forte hausse des prix à la sortie des usines. Il a attribué cette hausse à "l'augmentation des prix de l'acier et de l'aluminium qui a un impact sur l'ensemble de la chaîne de valeur, ainsi qu'aux droits de douane appliqués à de nombreux produits importés". L'indice ISM mesurant les livraisons des fournisseurs a reculé à 53,9, contre

ON LE CROIT EN CORÉE DU SUD

La guerre en Iran pourrait-elle entraîner une nouvelle crise des semi-conducteurs ?

La guerre en Iran actuelle pourrait faire mal au-delà de cette région. Notamment pour ce qui est du secteur des semi-conducteurs.



Voilà maintenant presque une semaine que la guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran fait les gros titres de l'actualité - et est utilisée par certains pour mener des escroqueries. Et si le monde entier s'inquiète évidemment des impacts potentiels que cela pourrait avoir sur les hydrocarbures, et sur le prix à la pompe, il n'y a pas que l'énergie qui pourrait être mise en danger par les opérations militaires du moment.

Des matériaux clés qui pourraient ne plus être acheminés à cause de la guerre

On s'inquiète en Corée du Sud de la guerre en Iran. Et on le fait savoir. Après un entretien avec des entreprises nationales du secteur des puces

(comme Samsung), le député du parti au pouvoir Kim Young-bae a fait part de ses craintes. Il a ainsi expliqué que certains matériaux indispensables à la production de semi-conducteurs pourraient manquer à cause de la guerre. « Les responsables ont évoqué la possibilité d'une perturbation de la production de semi-conducteurs si certains de ces matériaux essentiels ne pouvaient pas être approvisionnés depuis le Moyen-Orient » a-t-il précisé, selon des propos rapportés par Reuters. Il a ainsi pris l'exemple de l'hélium, un élément indispensable à la gestion thermique dans la production de semi-conducteurs, et qui n'est produit que par quelques pays - dont le Qatar, une des sources d'approvisionnement les plus importantes. D'après le ministère de l'Industrie de

Corée du Sud, le pays dépend très fortement, pour 14 autres articles utilisés dans la production de semi-conducteurs, de pays du Moyen-Orient.

Les plans de data centers au Moyen-Orient menacés ?

Sont notamment cités le brome, ou bien les équipements d'inspection des puces. Le même Kim Young-bae a aussi alerté que la guerre menée actuellement pouvait faire reconsidérer les projets de développement de data centers dans la région, surtout après qu'Amazon ait annoncé que des data centers aux Émirats arabes unis et au Bahreïn avaient été touchés par des attaques de drones. Un recul dans ces projets qui pourrait avoir un impact sur la demande globale en puces.

COURSE À LA LUNE

Le Congrès américain donne carte blanche à la NASA pour battre la Chine

Les États-Unis accélèrent un peu plus pour battre la Chine dans la conquête lunaire. Cette fois, le gouvernement est bien décidé à ne pas laisser la bureaucratie freiner la NASA. Il y a quelques jours, le nouvel administrateur de l'agence spatiale, Jared Isaacman, détaillait une refonte majeure du programme Artemis, dont l'objectif est de retourner sur la Lune, mais cette fois pour y implanter une base permanente. L'ambition est claire : accélérer pour ne pas se faire devancer par l'adversaire. Et visiblement, cette vision résonne désormais dans les hautes sphères à Washington D.C.

Moins de contraintes

Ce mercredi 4 mars, le Sénat américain a franchi une étape clé vers l'adoption d'une loi visant à libérer la NASA de ses contraintes. En quelques minutes à peine, les sénateurs ont entériné des changements auxquels le Congrès s'est opposé pendant des années. Et ce n'est pas anodin. Ainsi, le texte donne à Isaacman une liberté d'action inédite pour restructurer le programme Artemis comme il l'entend. Il reconnaît sans détour que la fusée Space Launch System (SLS) « n'a pas atteint » sa cadence de lancement prévue, et que son futur étage supérieur est « en retard et hors budget ». Le directeur de la NASA est désormais autorisé à chercher des alternatives et à standardiser le lanceur, comme il l'a expliqué il y a quelques jours. De quoi garantir une plus grande vitesse d'exécution, selon lui. Pour rappel, la mission Artemis II, initialement prévue début février, est reportée en raison de problèmes techniques survenus sur le lanceur, comme ce fut le cas lors de la mission Artemis I.

Impasse sur la station spatiale

La priorité de l'agence spatiale américaine est de garder son avance sur la Chine, car celle-ci diminue progressivement : l'Empire du Milieu prévoit sa première mission habitée en direction de la Lune pour 2030. « Ce n'est pas le moment de tergiverser, mais d'agir, car si nous prenons du retard, si nous commettons une erreur, nous risquons de ne jamais rattraper notre retard, et les conséquences pourraient modifier l'équilibre des pouvoirs ici sur Terre », martelait Isaacman début décembre. À noter qu'à l'instar de la nouvelle feuille de route de Jared Isaacman, la nouvelle loi omet totalement la station spatiale Lunar Gateway. Seul un « avant-poste lunaire » en surface est mentionné. Un pivot majeur dans la stratégie de la NASA.

■ Brèves

Les résultats de Broadcom portés par l'IA, le logiciel marque le pas

Le fournisseur a publié le 4 mars 2026 des résultats records pour son premier trimestre fiscal 2026 (clos le 1er février), avec un chiffre d'affaires de 19,3 Md\$, en hausse de 29% sur un an. Le moteur de cette croissance est sans ambiguïté le segment des semi-conducteurs, dont les revenus ont bondi de 52% à 12,5 Md\$, portés par les puces IA : les revenus issus de l'intelligence artificielle ont doublé en un an, atteignant 8,4 Md\$ (+106%), tirés par la forte demande en accélérateurs IA personnalisés et en réseaux IA. Pour le T2, Broadcom anticipe un chiffre d'affaires de 22 Md\$ et des revenus IA de 10,7 Md\$. En revanche, le segment logiciels marque le pas : les revenus d'infrastructure logicielle n'ont progressé que

de 1 % à 6,8 Md\$, contre +46,7% un an plus tôt. Cette décélération reflète la digestion de l'acquisition de VMware, dont les revenus ont tout de même progressé de 13% en glissement annuel. Les commandes restent solides, avec une valeur totale de contrats de 9,2 milliards de dollars en T1, soutenant une croissance du revenu récurrent annuel (ARR) de 19%. Broadcom prévoit une reprise à +9% pour le segment logiciel en T2.

Des souris robots IA au Cern

Co-conçu par le Cern et le centre de robotique Race (remote applications in challenging environments) de l'autorité de l'énergie atomique britannique (UKAEA), PipeINEER est un projet de « robot-souris » original. Son objectif ? Effectuer des tâches d'inspection dans des espaces de quelques centimètres de large à l'intérieur du plus puissant accélérateur

de particules au monde, le Grand collisionneur de hadrons du Cern en Suisse. D'une taille de 3,7 cm, cet appareil est capable de circuler dans 6 km de tuyaux et utilise un modèle IA entraîné à détecter toute anomalie. « Si le robot détecte un problème, il retourne à son point de départ et signale l'emplacement exact du problème. Cette approche permet aux ingénieurs de traiter des points spécifiques le long des 27 km du collisionneur, explique l'UKAEA, sans avoir à démonter des sections de tuyaux et à utiliser un endoscope manuel pour inspecter les défauts », explique notre confrère The Register.

Alibaba perd le chef technique de ses LLM Qwen

Lin Junyang, responsable technique des modèles de langage Qwen chez Alibaba, a annoncé sa démission mercredi 4 mars 2026

dans un message publié sur X, provoquant une petite surprise dans la communauté mondiale de l'IA open source. Son départ soudain s'inscrit dans une série de départs récents de hauts responsables techniques au sein du groupe chinois, alimentant de vives spéculations sur l'avenir du programme de développement de modèles fondamentaux d'Alibaba, et notamment sur la pérennité de sa stratégie open source. En réponse, le CEO d'Alibaba, Eddie Wu Yongming, a annoncé dès le lendemain la création d'une task force interne dédiée, qu'il dirige personnellement, aux côtés de Zhou Jingren, directeur technique d'Alibaba Cloud, et de Wu Zeming. Dans une lettre adressée aux membres du laboratoire Tongyi, M. Wu a réaffirmé l'engagement du groupe envers sa « stratégie de modèles open source » et promis d'intensifier les investissements dans l'IA.

ALFA ROMEO

Progression record dans le monde mais des volumes toujours bien en retrait

Alors qu'elle peine à renouveler certains modèles de sa gamme et que les objectifs d'électrification sont revus à la baisse, Alfa Romeo a connu une progression de ses ventes mondiales en 2025 dont beaucoup de marques rêveraient. Celle-ci est à deux chiffres sur tous les continents. En y regardant de plus près, la marque qui se revendique premium, part de loin et a encore du chemin à parcourir avant d'espérer égaler la concurrence.

Alfa Romeo est loin d'être la marque ayant connu le plus grand succès en la matière. Cependant, la marque italienne a signé l'une des plus grosses augmentations du marché avec, l'année dernière, des ventes en progression de 42 % dans notre pays. Constructeurs chinois mis à part, presque aucune autre marque automobile ne peut se targuer d'une telle croissance, sauf à présenter des volumes anecdotiques. Cette apparente bonne santé, Alfa la clame haut et fort, car les chiffres sont aussi au vert ailleurs : +31,1 % en Europe, +16,3 % au Moyen-Orient et en Afrique. En observant les statistiques pays par pays, certains font même encore plus fort, avec une progression des immatriculations de 80,1 % en Angleterre, ou de 71,4 % au Japon. Alfa Romeo est même de nouveau présente sur certains marchés comme Taïwan et la Malaisie. Alors, cette filiale de Stellantis est-elle réellement en train de se relever après plusieurs années compliquées ? Début 2025, le groupe a fait appel à un cabinet de conseil, McKinsey, pour trouver la bonne stratégie afin de relancer Alfa Romeo après une année 2024 bien moins reluisante. Sans être aussi catastrophique que chez Maserati, la situation de la marque au trèfle était ainsi devenue préoccupante.

Une bouffée d'oxygène offerte par un seul modèle

Si les ventes d'Alfa Romeo ont tant augmenté l'année dernière, c'est surtout grâce à l'arrivée du SUV urbain Junior, qui représente de très loin le plus gros des ventes. Reprenant la base des Peugeot 2008, Opel Mokka, Jeep Avenger et autres Fiat 600, il permet au constructeur d'être présent sur l'un des segments les plus en vogue avec un modèle aux coûts de développement contenus. Sa plateforme multi-énergies lui permet de conquérir une clientèle demandeuse d'hybride et, pour la première fois chez Alfa, de full électrique. C'est simple : sur certains marchés, à lui tout seul, le Junior a



représenté plus de ventes que tous les autres modèles réunis. En 2025, 74 % des Alfa Romeo neuves immatriculées dans le pays étaient des Junior.

C'est donc l'arbre qui cache la forêt, car pour tous les autres modèles c'est la dégringolade. Vieillissants, le Stelvio et la Giulia sont en recul de 69 % et 29 %. Bien qu'étant des produits globalement homogènes, cela fait longtemps qu'ils n'arrivent plus à cacher le poids des années. Avec l'abandon du tout électrique pour les prochaines versions la relève prend du retard. La marque a même réintroduit les versions Quadrifoglio et leur V6 biturbo de 510 ch pour tenter de grappiller quelques ventes. En cumulé, celles-ci représentent 11 % des immatriculations du SUV et de la berline.

La carrière du Tonale reste pousive, le restylage sera-t-il suffisant ?

Trois ans après sa commercialisation, une paille à l'échelle d'Alfa Romeo, les immatriculations du Tonale ont reculé de 54 % dans l'Hexagone. Il reste tout de même la deuxième meilleure vente de la marque, mais le Stelvio et la Giulia sont bien trop



vieux pour être encore comparés. Le Tonale semblait pourtant bien né, avec des lignes modernes, la patte Alfa bien présente et une plateforme de Jeep Compass permettant un choix varié de motorisations.

Il propose en effet sous son capot des blocs diesel, micro-hybrides essence et hybrides rechargeables. Cette motorisation est même disponible en quatre roues motrices. Hélas, ces arguments ne sont pas suffisants pour

faire le poids face à des ténors de la catégorie comme l'Audi Q3, le Mercedes GLA ou le BMW X1.

Pour tenter d'insuffler un regain d'intérêt chez les concessionnaires, Alfa a tenté l'option restylage en octobre dernier. Pas sûr que les légères retouches cosmétiques, faisant perdre en caractère au SUV, permettent de le relancer. Les gros progrès d'Alfa Romeo en 2025 restent donc fragiles.

Une étude très sérieuse est formelle : en Europe, il n'existe que six mesures pour protéger sa production contre... 983 aux Etats-Unis

Longtemps réticente à favoriser explicitement sa production locale, l'Union européenne accuse un retard spectaculaire face aux grandes puissances économiques en matière de protection industrielle. Alors que les États-Unis ont déjà mis en place près de 1 000 mesures pour soutenir leurs industries, l'UE n'en comptait jusqu'ici... que six, révélant l'ampleur du décalage au moment même où Bruxelles commence à défendre l'idée d'une "préférence européenne".

Si l'Europe entend désormais rattraper son retard en matière de protection de sa production, elle accuse depuis longtemps un décalage abyssal par rapport à d'autres grandes puissances économiques. Jusqu'ici, l'Union européenne était même la seule grande économie mondiale à n'avoir quasiment mis en place aucune mesure de préférence pour sa production locale, avec seulement six dispositifs sectoriels.

Six contre 983 : un écart spectaculaire

En comparaison, les États-Unis ont déjà instauré... 983 mesures, sectorielles ou multisectorielles, selon la dernière étude du think tank européen Strategic Perspectives publiée en 2025. Cet organisme travaille sur les solutions liées à l'action climatique à travers le prisme des économies européennes, de l'inclusion sociale, des données scientifiques et de la cohésion politique.

Une Europe longtemps à la traîne

Ces dernières semaines cependant, l'Union européenne a décidé de faire de la "préférence européenne" un véritable cheval de bataille. Mais ce "Made in Europe" revendiqué ne gommara pas le retard accumulé, considérable. D'autant qu'il faut y ajouter les divergences persistantes entre les États membres, qui sont un véritable casse-tête pour Bruxelles et

qui aboutissent souvent à des compromis tièdes ne freinant que très partiellement la concurrence d'acteurs économiques venus d'autres continents.

Des dizaines de pays beaucoup plus interventionnistes

Plusieurs partenaires commerciaux de l'Europe se montrent en effet beaucoup moins hésitants lorsqu'il s'agit de protéger leurs industries. Outre les États-Unis, l'Inde a mis en place 315 mesures de protection de ses secteurs industriels. Le Brésil (131) et la Russie (112) suivent dans ce classement établi à partir des données de Global Trade Alert, un organisme indépendant qui recense les politiques commerciales de plus de 60 pays, incluant subventions, aides publiques et conditions d'accès aux marchés publics. Avec quelques dizaines de mesures, le Canada et le Royaume-Uni figu-

rent pour leur part parmi les économies au protectionnisme modéré.

La Chine, protectionniste mais discrète

La Chine, moins protectionniste sur le papier, applique également des politiques favorisant sa production nationale - et oblige un industriel étranger souhaitant s'implanter dans son pays à nouer une co-entreprise avec un partenaire chinois. Pékin fixe par ailleurs discrètement des objectifs d'"achat chinois" pour ses entreprises publiques, qui représentent à elles seules près de 25 % du PIB du pays, souligne Neil Makaroff, directeur de Strategic Perspectives. Dans ce contexte, l'Union européenne — qui a annoncé mercredi une nouvelle réglementation visant à protéger le "made in Europe" — figurerait jusqu'à présent en queue de peloton, avec seulement six mesures de protection de son industrie, principalement dans le secteur de la dé-

fense et, depuis la pandémie de Covid-19, dans celui des vaccins. Des mesures souvent indirectes

L'étude précise toutefois que son recensement n'inclut pas les mesures protectionnistes classiques, comme les droits de douane. On pense par exemple aux taxes imposées par l'administration Trump ou encore aux surtaxes européennes sur les voitures chinoises importées, qui peuvent atteindre 35 % du prix du véhicule. Par ailleurs, certains États européens ont recours à des formes de protectionnisme plus indirect, afin de rester compatibles avec les règles du commerce international. C'est notamment le cas de l'écocore français, qui mesure l'empreinte carbone des véhicules : en pratique, ce dispositif exclut de nombreuses voitures électriques chinoises importées des primes à l'achat, leur bilan carbone étant jugé trop élevé.

Mots fléchés

Officiers		Usuels		Spécialité de Saint-Claude		Basques		Inventoriée		Dans le sang Oiseaux migrants		Gros véhicule	
Complot		Liés										Consomèrent	
Nul ne l'ignore				Renard polaire		Brouille		Cavités nasales					
Métiers de la route								Petits socles					
								Pis				Seigneur féodal	
Natives					Charlot		Tarées						
Service de la poste							Renvois						
										Religieux	Commune ornaise		
											Deux romains		
Tentatives		Hô Chi Minh-Ville	Partie d'une chaîne Membres d'oiseaux					Orgueil-leux					
								Charmante					
						Pâté							
						Piécette							
Toison	Planche de bois				Clone						Argent en argot		L'île singulière (expression due à Paul Valéry)
					Individu								
				Toto				Il en compte sept				Démesuré	
Obèse	Raseur							Inédite					
								Délaissées					
				Jadis une hirondelle		Manche au tennis				Précis			
						Riche				Pièce de quincaillerie			
Quatre romain	Vélo		Roi de Juda Bandage de voiture				Austère						
		Victimes pour les rapaces							Vedettes de cinéma		Fleuve côtier		Main d'enfant
		Déambuler											
Parties mâles							Groupes d'abeilles						
Inaugure													
							Note de musique			Vieux			
							Figures géométriques						
Service sans retour	Dure					Avec clic					Indium		
	Agglomération					Certaine					Etendue de terre en mer		
					Transpirer								
			Prénom arabe		Avec les charges					Fille de Cadmos			
Armée irlandaise				Conduites						Touche le filet			
Astate				Branché						Exclamation du sud			
		Bouteilles							Désire				
Éliminés								Particule			Xénon		

La Chine prévoit un ralentissement de sa croissance en 2026

La Chine se fixe un objectif de croissance de 4,5 à 5% en 2026, le plus bas depuis des décennies, indique un rapport gouvernemental publié jeudi. La deuxième économie mondiale, qui représente à elle seule un tiers de la croissance mondiale, s'était fixé en 2025 un objectif d'environ 5% qu'elle avait dit avoir atteint en fin d'année. Le chiffre de 4,5 à 5% a été annoncé lors du grand événement politique annuel nommé "Deux Sessions".



ORAN

Un pêcheur secouru et un cadavre repêché après le chavirement d'un bateau au large de la plage de "Coralès"

Une opération de sauvetage menée jeudi au large de la plage de "Coralès", dans la commune de Bousfer, daïra d'Ain El-Turck, wilaya d'Oran, a permis de sauver un pêcheur et de repêcher le cadavre d'une seconde personne suite au chavirement d'un bateau de pêche transportant deux personnes, ont indiqué les services de la Protection civile. Selon la même source, l'intervention a débuté à 12h16, après le signalement d'un grave accident maritime au large de la plage. Les équipes de secours se sont immédiatement rendues sur place et ont lancé les opérations de recherche et de sauvetage. La personne secourue a été transportée pour recevoir les premiers soins, tandis que les autorités compétentes ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances et les causes du chavirement de l'embarcation.

ALGER

Salon des produits et ustensiles de pâtisserie du 12 au 16 mars à la Promenade des Sablettes

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations organisera, du 12 au 16 mars à la Promenade des Sablettes à Alger, un Salon des produits et ustensiles de pâtisserie, en coordination avec la wilaya d'Alger, a indiqué un communiqué du ministère. Placé sous le slogan "Qualité locale et perspectives d'exportation", ce salon s'inscrit dans le cadre d'une démarche visant à accompagner les opérateurs économiques, à encourager la production nationale et à ouvrir de nouvelles perspectives aux entreprises activant dans le domaine de la pâtisserie pour accéder aux marchés extérieurs. Le salon verra une large participation de professionnels, de producteurs et de fournisseurs spécialisés dans les accessoires et ustensiles de pâtisserie, les articles de décoration et d'emballage, les ingrédients de base, ainsi que les équipements et matériels liés à cette activité, précise le communiqué. Ce rendez-vous économique constituera un espace d'échange professionnel et permettra d'examiner les opportunités de partenariat entre les différents opérateurs, ce qui est à même de renforcer les capacités de la filière et de soutenir son orientation vers l'exportation, ajoute la même source. A cet égard, le ministère a invité l'ensemble des opérateurs et des personnes intéressées à s'inscrire via le lien électronique dédié à cet effet sur son site officiel.

SUR FOND DE TENSIONS AU MOYEN-ORIENT

Le Brent frôle les 86 dollars

Par S. R/Agence

Les prix du pétrole poursuivent leur hausse sur les marchés internationaux, portés par les inquiétudes liées aux perturbations de l'approvisionnement au Moyen-Orient. Ce vendredi, le baril de Brent pour livraison en mai s'est rapproché du seuil des 86 dollars, enregistrant une sixième séance consécutive de progression. Selon les données du marché, le Brent de la mer du Nord pour livraison en mai 2026 a progressé de 0,63 %, atteignant 85,95 dollars le baril, tandis que le brut américain West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en avril 2026 a gagné 0,56 %, s'établissant à 81,46 dollars le baril.

Cette hausse intervient dans un contexte de tensions croissantes sur l'offre mondiale de pétrole, en grande partie liées aux perturbations dans le détroit d'Ormuz, passage stratégique par lequel transite près d'un cinquième de l'approvisionnement mondial quotidien. L'escalade militaire débutée le 28 février entre les États-Unis et l'Entité Sioniste d'un côté et l'Iran de l'autre a entraîné des interruptions dans le trafic des pétroliers et affecté les flux énergétiques dans l'une des principales zones de production d'hydrocarbures au monde, provoquant également des perturbations dans la production pétrolière, le fonctionnement de certaines raffineries et des installations de gaz naturel liquéfié (GNL). Sur l'ensemble de la semaine, les prix du pétrole se dirigent vers des gains significatifs : le Brent pourrait enregistrer une progression hebdomadaire supérieure à 16,4 %, tandis que le WTI affiche une hausse proche de 19,2 %, ce qui constituerait leur plus forte performance hebdomadaire depuis le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en février 2022.

Face à cette situation, les autorités américaines ont pris des mesures pour atténuer les tensions sur l'offre énergétique. Le département du Trésor a accordé des dérogations permettant à certaines entreprises d'acheter du pétrole russe sous sanctions, actuellement stocké à bord de pétroliers, notamment pour des raffineries indiennes qui ont commencé à acquérir ces cargaisons après plusieurs mois de pression internationale. Selon la société de suivi maritime Kpler, environ 30 millions de barils de pétrole russe sont actuellement stockés à bord de navires dans l'océan Indien, la mer d'Arabie et le détroit de Singapour, y compris dans des installations de stockage flottantes.

Malgré la progression récente des prix, certains analystes estiment que la hausse reste modérée par rapport aux chocs pétroliers précédents, comme celui de 2022 lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, quand le Brent avait dépassé 100 dollars le baril. Cependant, toute perturbation prolongée dans le détroit d'Ormuz pourrait accentuer les tensions sur les prix et déséquilibrer le marché énergétique mondial. L'AIE souligne un surplus pétrolier malgré les tensions au Moyen-Orient. Dans ce contexte, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) souligne que les marchés pétroliers mondiaux disposent toujours d'un surplus, estimé à 3,7 millions de barils par jour pour 2026, le problème principal résidant dans la logistique et le transport plutôt que dans la production. L'agence examine toutes les options, y compris le recours aux réserves stratégiques couvrant 90 jours de consommation, sans décision concrète pour le moment.

Sur le plan du gaz, le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol, met en garde contre un retour à la dépendance vis-à-vis du gaz russe, rappelant que l'afflux prévu de 300

milliards de m³ de GNL sur les cinq prochaines années, dont 75 % de volumes flexibles, pourrait réduire les coûts et modifier les dynamiques du marché. L'Europe étudie des mesures pour limiter l'impact sur les consommateurs et les industries énergivores, bien que leur mise en œuvre reste complexe. La situation internationale demeure incertaine : le Qatar avertit que la normalisation des livraisons de GNL pourrait prendre des semaines ou des mois, tandis que le président russe Vladimir Poutine menace toujours d'interrompre ses exportations vers l'Europe, malgré une légère hausse de 0,4 % des livraisons du projet Yamal en février 2026 par rapport à l'an dernier. Dans ce contexte, malgré ces perturbations ponctuelles, le marché mondial conserve un surplus pétrolier et une offre croissante en gaz, ce qui pourrait limiter les effets durables sur les prix.

CHARGÉ DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Kourtel Farid nommé conseiller auprès du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, jeudi, M. Kourtel Farid, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires économiques, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, ce jour, M. Kourtel Farid, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires économiques", lit-on dans le communiqué.

AIR ALGÉRIE

Maintien de la suspension des vols au départ et à destination de Doha, Beyrouth, Amman et Dubai

Le Groupe Air Algérie annonce le maintien de la suspension des vols à destination et en provenance de Doha, Beyrouth, Amman et Dubai, jusqu'à nouvel ordre. "Le Groupe Air Algérie informe son aimable clientèle qu'en raison de la persistance de la situation actuelle au Moyen-Orient, il a été décidé de maintenir la suspension des vols de et vers ces pays", a annoncé le groupe dans un communiqué. "Cette décision s'inscrit dans le souci de garantir les plus hauts standards de sécurité et de sûreté pour nos clients et nos équipages, suite à l'évolution de la situation dans la région", a précisé la même source. Pour plus d'informations, la Compagnie invite ses clients à se rapprocher de leurs agences commerciales ou à contacter le centre d'appel au numéro 3302 pour les appels depuis l'Algérie, ou au numéro international 0021321986363. Air Algérie assure qu'elle tiendra son aimable clientèle informée de toute nouvelle disposition ou mise à jour concernant son programme de vols vers le Moyen-Orient.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le ministre Sayoud effectue une visite de travail en Italie

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, effectue une visite de travail en Italie, accompagné du Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M. Ali Badaoui, et d'une importante délégation, indique jeudi un communiqué du ministère. Cette visite, entamée par M. Sayoud à l'invitation du ministre italien de l'Intérieur, M. Matteo Piantedosi, "s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat algéro-italien et du développement des mécanismes de coordination et de coopération dans les domaines sécuritaire et technique d'intérêt commun", précise la même source. Lors d'une séance de travail ayant réuni M. Sayoud et son homologue italien, les deux parties ont examiné "les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'Italie, notamment dans les domaines liés à la sécurité et à la coordination entre les instances compétentes dans les deux pays". Les entretiens ont porté sur "plusieurs axes d'intérêt commun, dont les moyens de bénéficier de l'expérience italienne en matière de lutte contre la cybercriminalité, le renforcement de la coordination pour faire face au phénomène de la migration clandestine, l'intensification de la coopération policière et l'échange d'expertises entre les organes sécuritaires des deux pays", ajoute le communiqué. Les entretiens ont également porté sur "les moyens de renforcer la coopération dans le domaine de la Protection civile, notamment à travers l'organisation de cycles de formation et l'échange d'expertises en matière de prévention et de lutte contre les feux de forêt, en vue de contribuer au développement des capacités d'intervention et de réponse aux différents risques", conclut la même